

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°35

Avant-Propos

DOSSIER :

CHONGQING OU CANTON : DEUX MODÈLES CHINOIS

1. Chongqing et Guangdong : bras de fer entre deux modèles
2. Chongqing, modèle d'une nouvelle politique économique et sociale
3. Vu depuis Hong Kong, l'opportunisme de Bo Xilai ne paye pas
4. À propos du modèle de Chongqing et de l'avenir de la réforme judiciaire en Chine

REPÈRES

5. Une internationalisation incertaine du yuan
6. Crise en vue, comment sauver les PME ?
7. Énergie en Chine : les voies engourdis du charbon
8. Une Chine passée maîtresse dans l'évitement de crises militaires
9. La stratégie de l'intégration sélective au système international

DÉCALAGE

10. Hu Jintao se transforme-t-il en Hu Yaobang sur le tard ?



ASIA CENTRE
centreasia.eu

AVANT- PROPOS

À l'approche de la succession de l'équipe dirigeante chinoise prévue en 2012, et alors que l'Occident développé est en proie à sa pire crise économique depuis les années 1930, la pression monte en Chine. *China Analysis* en a déjà rendu compte pour la politique extérieure, où 2010 a vu une affirmation sans précédents des thèses et des revendications chinoises. Remise sous contrôle par le sommet en décembre 2010, cette poussée se poursuit sous des formes moins bruyantes – avec l'essor de l'armée chinoise et un décollage des investissements à l'étranger.

Polémiques et débats se sont déplacés vers le terrain de la politique intérieure au début de l'année 2011 : les arrestations de voix critiques, sinon dissidentes, et de défenseurs des droits de l'homme, la systématisation envisagée de détentions au secret qui revient à une légalisation des enlèvements pour motifs politiques, ont retenu l'attention. Mais ici aussi le gouvernement chinois a fait retomber la pression, faisant sortir de prison, sinon d'une

chape de surveillance policière, deux des trois critiques les plus connus de Chine – Liu Xiaobo, prix Nobel de la paix 2010, demeurant en prison. L'essor massif des nouveaux réseaux de communication sociale conduit à un jeu du chat et de souris entre les autorités et le public. Si les premières gagnent toujours, ce dernier allume à nouveau des débats, souvent fournis par le spectacle de l'actualité. Une multitude de débats éclatent, alors que les autorités s'emploient à éteindre ceux qui les inquiètent le plus.

La presse officielle et les revues spécialisées ne reflètent pas entièrement cette réalité, qui procède des nouveaux media électroniques et tient du feu de broussaille plutôt que de débats structurés. Deux thèmes émergent pourtant dans les publications écrites : l'un, sur l'internationalisation du yuan chinois et la position de la Chine face à la crise des pays industrialisés, a déjà été traité dans *China Analysis*.

L'autre apparaît ici en pleine lumière, avec notre dossier. Il s'agit notamment du compte-rendu de la table-ronde dite des Collines parfumées qui s'est tenue à l'été 2011 autour de deux voies chinoises alternatives. Chongqing contre Guangdong, ce n'est pas seulement un conflit d'ambition entre deux politiques – Bo Xilai et Wang Yang – qui passent tous deux pour être candidats à la direction chinoise, et qui mobilisent de façon visible leurs appuis au sommet : au point d'inciter le secrétaire du Parti de Shanghai, Yu Zhengsheng, à promouvoir lui aussi son « modèle ».

Ce débat est touffu et à plusieurs niveaux : nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à chaque article du dossier, constitué par Yang Chan, Romain Lafarguette, Jean-Pierre Cabestan et Jérôme Doyon¹. Mais il est important et va très au-delà de la personnalité, flamboyante et versatile, de Bo Xilai, ou de l'ardeur libéralisante de Wang Yang, qui met ses pas dans ceux du premier ministre Wen Jiabao. Contentons-nous d'en énumérer quelques implications, y compris pour les partenaires étrangers de la Chine.

D'abord, l'essor phénoménal de Chongqing, parfaitement relié à l'Occident, y compris demain par un chemin de fer à travers l'Asie centrale qui raccourcira les délais de fret vers l'Europe, signale que le boom des exportations chinoises n'est pas près de s'arrêter. Apple, Foxconn, HP, BASF ne s'y sont pas trompés. Chongqing, aidé par l'État, et appuyé sur une politique de gestion du foncier, peut massivement subventionner les grandes implantations industrielles, financer le logement social, faciliter l'exode rural et en même temps transférer une partie des terres libérées vers le développement industriel et urbain. C'est la leçon historique de Hong Kong, Singapour et Pudong (Shanghai) où la maîtrise du foncier a

¹ La revue *Modern China* publie également en novembre 2011 un intéressant dossier, extrêmement favorable au modèle de Chongqing.

été un outil de financement puissant. Mais là où la privatisation du logement chinois depuis 1998, et la vente des sols par les autorités locales, ont créé une immense richesse privée, Chongqing préserve la propriété et la maîtrise publique, là où la vente des terres aux promoteurs a souvent entraîné bulles spéculatives et corruption.

Mais le modèle de Chongqing a aussi des implications politiques, et elles inquiètent nombre de Chinois, sans doute jusqu'à la tête du Parti communiste. Un État-parti protéiforme y est plus puissant encore qu'ailleurs, il y restaure une culture politique maoïste et gagne un pari contre les mafias locales au moyen de méthodes contestables, y compris contre des avocats. Il n'est pas étonnant que le Guangdong serve de modèle pour une contre-offensive plus libérale. D'abord parce qu'il est le siège historique de l'idée de réforme en Chine, depuis Sun Yatsen jusqu'à plusieurs secrétaires du Parti qui s'y sont succédés. Ensuite, parce que le développement économique et social y est infiniment plus avancé qu'à Chongqing. Les aspirations du « modèle du Guangdong » à une autonomie civile et juridique plus grande, la revendication de l'essor des ONGs, la critique d'un Etat trop intrusif, sont des signaux aussi importants que la dynamique de mobilisation étatique remise en vogue par Chongqing.

Chongqing et Guangdong incarnent deux modèles d'intégration à l'économie internationale : Chongqing relance la concurrence par les coûts (et un géant comme Foxconn ne s'y est pas trompé...) au moyen d'une intervention étatique lourde, tandis que le Guangdong fait face aux hausses de salaires et à la nécessité de monter en gamme.

Mais c'est aussi le plus proche équivalent d'une campagne électorale – à bureaux fermés... - pour la succession politique chinoise. Bo Xilai a reçu en file indienne les grands dirigeants

centraux, à commencer par Zhou Yongkang, tsar de la sécurité. Mais Hu Jintao, Wen Jiabao et Li Keqiang gardent leur distance – même si la désignation initiale en 2007 de Chongqing comme modèle d'expérience fut endossée par Hu. Par souci d'équilibre peut-être, Hu a au contraire récemment donné des indications plus libérales, comme le relève dans ce même numéro notre rubrique « Décalages ».

Plus fondamentalement, il était sans doute inévitable que le Parti communiste chinois secrète une aile s'appuyant sur les thèmes de l'égalité et du collectif contre son aile réformiste et libéralisante. Bien plus qu'avec les thèses postiches du confucianisme culturel ou l'hystérie nationaliste, une thématique de gauche - qui part de Hu Angang et Wang Shaoguang² pour arriver aujourd'hui à Cui Zhiyuan³ – a fini par trouver au moins un dirigeant assez audacieux pour l'incarner dans un débat politique. En filigrane, c'est bien la transition libérale et démocratique qui est mise en cause dans son principe même.

Toute la question reste de savoir si ce débat peut devenir une lutte de faction, ou, pire, une « lutte de ligne » comme dans le passé. Si c'était le cas, on comprendrait la frayeur d'une génération d'intellectuels qui identifie dans Bo Xilai l'écho de la Révolution culturelle. Et la décennie de Hu Jintao et Wen Jiabao, aujourd'hui souvent décriée comme une période d'inertie politique (alors qu'elle a

triplé la taille de l'économie chinoise !) serait regrettée.

Mais pour l'instant, une constatation s'impose : malgré tous les commentaires occidentaux sur la fragmentation de l'autorité et les dérives idéologiques qui s'ensuivent, il n'est pas un débat que les autorités n'aient été capables de clore ou de mettre sous cloche au cours des années écoulées, tout au moins quand elles le jugent nécessaires. Le débat entre modèles concurrents montre la capacité qu'a le parti communiste de mettre en scène un débat, il ne démontre pas qu'il en perd la maîtrise.

François Godement

² Le numéro inaugural de *Nouvelles de Chine*, bulletin qui a précédé *China Analysis*, avait déjà relevé en novembre 2002 leur opposition aux réformes économiques libérales au nom de ces mêmes thèses. Voir Christile Druhle, « La réforme économique critiquée par l'aile gauche », *Nouvelles de Chine*, N° 1 et 2, novembre-décembre 2002, pp. 8-9.

³ Dans le dossier cité de *Modern China*, Cui évoque Alain Badiou et les effets néfastes du suffrage universel, en raison du secret du vote, pour la solidarité collective...

Chongqing, avec ses 28,846 millions de résidents permanents à la fin 2010⁴, et près de 5,5 millions de migrants, est la plus grande municipalité⁵ de Chine. Après une première époque de forte croissance reposant sur les entreprises d'État et marquée par la collusion entre les pouvoirs publics et les gangs mafieux, la municipalité connaît un décollage à la fois international et social, toujours appuyé sur l'action publique. Elle est aujourd'hui une locomotive du développement de l'ouest de la Chine, affichant des taux de croissance du PIB s'approchant des 15 % depuis 2007⁶. Son statut de municipalité, qui place Chongqing en lien direct avec Pékin sans l'intermédiaire d'une province administrative lui permet aussi de développer des politiques sociales innovantes. Chongqing est alors présenté par les soutiens du charismatique secrétaire du parti local et nombres d'intellectuels comme un « modèle » de développement

DOSSIER : CHONGQING OU CANTON : DEUX MODÈLES CHINOIS

original, qui se place de fait comme une alternative, ou un concurrent, au mode de développement des régions côtières. Celles-ci voient leur économie ralentir avec la crise des marchés occidentaux, et en particulier le Guangdong, province pionnière dans les réformes économiques des années 1980, dont le revenu par habitant approche toutefois les 8 000 dollars. Au-delà de l'économique, la mise en concurrence de ces deux « modèles » représente aussi la compétition entre deux leaders locaux du PCC : Bo Xilai pour Chongqing et Wang Yang pour le Guangdong. Le débat en Chine sur ces deux trajectoires de développement local sert aux leaders provinciaux de plateforme pour leur promotion

politique, prenant la forme de quasi-campagnes. Cette compétition nous révèle à la fois le degré de marge de manœuvre dans la mise en œuvre des politiques locales qui permet l'existence de « modèles » aussi différents, en même temps que des lignes de fracture de plus en plus forte parmi les dirigeants chinois. La concurrence entre Bo Xilai, un des « princes du parti », et Wang Yang, membre éminent des *tuanpai*⁷, rend ainsi visibles les factions au sein du PCC.

⁴ Résultat selon le sixième recensement national de 2010.

⁵ Il existe 4 municipalités en Chine relevant directement de l'autorité centrale ; les trois autres étant Pékin, Tianjin et Shanghai.

⁶ Selon l'Annuaire statistique 2011 de Chongqing, les taux de croissance du PIB de Chongqing entre 2007 et 2010 s'élevaient à 15,9 %, 14,5 %, 14,9 % et 17,1 %.

⁷ « Faction » au sein du PCC constituée d'anciens dirigeants de la Ligue des jeunes communistes.



1. Chongqing et Guangdong : bras de fer entre deux modèles

YANG CHAN

SOURCE :

- « Une discussion rationnelle sur le "modèle du Guangdong" et le "modèle de Chongqing", compte rendu d'une table ronde organisée par l'institut Unirule (北京天则经济研究所, Beijing tianze jingji yanjiusuo)⁸, le 30 juillet 2011 à Pékin, publié sur le site China Elections and Governance (中国选举与治理网, *Zhongguo xuanju yu zhili wang*) le 12 août 2011, avec des contributions de⁹ :

- Mao Yushi, président, institut Unirule, Pékin ;
- Xiao Bin, professeur et vice-président, département des affaires publiques, université Sun Yat-sen, Guangzhou ;
- Yang Fan, professeur, département de commerce, université de Chine de

⁸ Un think-tank spécialisé en économie basé à Pékin, fondé en 1993 par un groupe d'économistes influents dont Mao Yushi, Zhang Shuguang, Sheng Hong et Fan Gang.

⁹ Cui Zhiyuan, professeur à l'université de Tsinghua, proche du secrétaire du Parti de Chongqing, Bo Xilai, était invité mais n'a pu se joindre aux travaux de ses collègues.

science politique et de droit, Pékin ;

- Zhang Musheng, secrétaire adjoint, The Chinese Tax Institute (中国税务学会, *Zhongguo shuiwu xuehui*), Pékin ;
- Qiu Feng, vice-président du comité scientifique, institut Unirule, Pékin ;
- Xiao Shu, analyste senior, hebdomadaire *Nanfang Zhoumo*, Guangzhou ;
- Li Weidong, analyste politique, ancien directeur du mensuel *China Reform* (中国改革, *Zhongguo gaige*), Pékin ;
- Shi Xiaomin, économiste senior et vice-président, China Society of Economic Reform (中国经济体制改革研究会, *Zhongguo jingji tizhi gaige yanjiuhui*), Pékin ;
- Zhang Shuguang, chercheur, institut de recherche en économie, Académie chinoise des sciences sociales ; président du comité académique, institut Unirule, Pékin ;
- Xu Dianqing, professeur, département national du développement de l'université de Pékin ;
- Gao Quanxi, professeur, faculté de droit de l'université d'aéronautique et d'astronautique de Pékin ;
- Li Shengping, analyste politique et ancien directeur de l'institut de recherche en développement social et technologique de Pékin (北京社会与科技发展研究所, *Beijing shehui yu keji fazhan yanjiusuo*)¹⁰ ;
- Cai Xia, professeur, département d'enseignement et de recherche sur la construction du Parti, École du Parti du Comité central du PCC, Pékin ;

¹⁰ Les activités de cet institut ont cessé peu à peu depuis juin 1989.

- Yang Ping, directeur, bimestriel *Beijing Cultural Review* (文化纵横, *wenhua zongheng*) ;
- Wang Zhanyang, professeur et directeur, département de recherche en science politique, institut d'étude sur le socialisme, Pékin ;
- Zhou Hongling, président, institut Nouvelle Ère de Pékin de recherche en éducation publique (北京新时代致公教育研究院, *Beijing xinshidai zhigong jiaoyu yanjiuyuan*).

Depuis fin 2007, la municipalité autonome de Chongqing attire progressivement toute l'attention des médias et du milieu académique, éclipsant les régions côtières¹¹ avec un taux de croissance de son PIB qui s'approche de 15 % par an¹². Le début de 2011 a connu deux temps forts sur le sujet : la publication du livre *Le Modèle de Chongqing*¹³ écrit par plusieurs universitaires défendant les approches socialistes de Bo Xilai, secrétaire général du comité municipal du PCC de Chongqing ; et le retour triomphal sur la scène médiatique de Wang Yang, secrétaire général du comité du PCC du Guangdong, qui préconise d'incorporer officiellement le concept de « bonheur » dans les objectifs du nouveau plan de développement de la province, au-delà de l'unique croissance économique. La presse s'est aussitôt empressée de surenchérir sur la compétition entre le « modèle du Guangdong » et le « modèle de Chongqing ».

¹¹ Notamment le delta du fleuve Yangzi (région de Shanghai) et le delta de la rivière des Perles (région de Guangzhou, Shenzhen et Zhuhai).

¹² Selon l'*Annuaire statistique 2011 de Chongqing*, les taux de croissance du PIB de Chongqing de 2007 en 2010 s'élèvent respectivement à 15,9 %, 14,5 %, 14,9 % et 17,1 %.

¹³ Fan, Su Wei, Liu Shiwen, *Modèle de Chongqing*, China Economic Publishing House, janvier 2011. Su, professeur et Liu, maître de conférences, École du comité municipal du PCC de Chongqing.

D'un côté, Chongqing emprunte des idées socialistes et des revendications populistes à l'ancienne, tout en se battant pour une croissance à la fois accélérée et équilibrée ; le Guangdong, de l'autre côté, promet des réformes économiques audacieuses et avance un discours politique libéral qui met l'accent sur la construction d'un État de droit et le renforcement de la société civile. Selon Wang Zhanyang, professeur à l'institut d'étude sur le socialisme à Pékin, Chongqing tente de régler les problèmes sociaux issus des réformes économiques en Chine sans transformer le système, tandis que le Guangdong repousse cette question afin de viser une refonte structurelle des relations entre la société, le marché et l'État.

Une série de séminaires et de tables rondes ont été consacrés à ce débat. Celui organisé fin juillet par l'institut Unirule est souvent qualifié de débat des « Collines parfumées », en référence au lieu où il s'est tenu, dans la périphérie de Pékin. Il se distingue par ses analyses objectives et ses propos réfléchis. La table ronde réunit des universitaires et des chercheurs de premier rang sur les questions de développement économique et politique local. La majorité des participants s'oppose fermement à l'usage du terme « modèle » qui suggère une véritable autonomie des choix politiques locaux, ce qui est exagéré dans un contexte chinois centralisé ; certains proposent des expressions moins tranchées telles qu'« échantillon », « expérience » ou « essai ». Il est souligné à plusieurs reprises, notamment par Xiao Bin, Li Weidong et Zhang Shuguang, que le Guangdong et Chongqing se situent chacun à un stade différent de développement, et qu'il serait artificiel de les mettre sur le même plan. Selon Xiao Bin, professeur à l'université Sun Yat-sen, le « modèle du Guangdong », ou plus précisément le « modèle de la rivière des Perles », s'est développé progressivement depuis le début des

réformes économiques. Les autorités locales encouragent l'entrepreneuriat et les PME privées, aboutissant ainsi à l'établissement d'un mode de croissance extensif et orienté vers l'exportation. Le niveau de développement de son économie de marché nettement plus élevé et son adaptabilité à la mondialisation ont permis deux décennies de croissance prodigieuse. En revanche, Chongqing, notamment d'après Yang Ping, directeur du bimestriel *Beijing Cultural Review* (文化纵横, *wenhua zongheng*), a pris vingt ans de retard par rapport au Guangdong à cause de sa situation géographique défavorable, à l'intérieur du pays. Son décollage économique a démarré il y a à peine dix ans avec le projet emblématique de « développement de l'Ouest » (西部大开发, *xibu da kaifa*), lancé par le gouvernement central de la RPC en 2000.

Produits de cursus historiques différents, le Guangdong et Chongqing sont ainsi confrontés à des problèmes économiques et sociaux distincts. Un examen de ces différences – même au prix de quelques simplifications hâtives – est nécessaire pour comprendre les différences essentielles entre les deux modèles, à savoir notamment la divergence entre Wang Yang et Bo Xilai sur le choix des priorités de travail des autorités locales : fabriquer ou partager le « gâteau¹⁴ », c'est-à-dire privilégier la création ou la répartition de la richesse.

¹⁴ Le terme « gâteau » fait ici référence à la richesse, aux fruits de la croissance, à la totalité des revenus d'un territoire.

Guangdong : un « gâteau » qui apporte le « bonheur »

La discussion s'ouvre sur le « modèle du Guangdong ». Selon Xiao Bin, le mode de croissance du Guangdong arrive à une phase de transformation inéluctable qui s'annonce extrêmement pénible. Il déplore les sérieuses séquelles des trente ans de développement accéléré : pollution environnementale, conflits salariat-patronat, violation des droits des travailleurs migrants, collusion du pouvoir et du capital ... D'après lui, les problèmes les plus graves sont liés aux fractures sociales, qui se creusent sur trois plans : disparités urbaines-rurales, déséquilibres locaux et écarts de richesse entre individus.

Li Weidong, ancien directeur du mensuel *China Reform* (中国改革, *Zhongguo gaige*), présente le Guangdong comme une sorte de condensé local des problèmes de la société chinoise à l'échelle nationale, qui s'incarne avant tout dans les inégalités accrues et les conflits sociaux entre la population locale et migrante. Cette dernière est constituée de 36,67 millions¹⁵ de travailleurs migrants venant en grande majorité des régions rurales intérieures. Une grande partie d'entre eux s'est installé autour

du delta de la rivière des Perles il y a une vingtaine d'années. Stagnation chronique

¹⁵ Selon le sixième recensement national de 2010, la population migrante du Guangdong a été multiplié par 70 en 30 ans ; elle représente à la fin 2010 un tiers de la population de la province ; dans certaines villes telles que Shenzhen et Dongguan, le nombre des immigrés dépasse largement le nombre de la population locale enregistrée.

et paiements souvent tardifs des salaires expliquent les émeutes récentes qui ont affecté les villes de Zeng Cheng et Hui Zhou.

Plusieurs experts remarquent que, face à ce développement prospère mais déséquilibré, les solutions mises en avant par les autorités provinciales du Guangdong ont significativement évolué. Au début de son mandat, Wang Yang avait une position libérale centrée sur les questions économiques, incitant à « accélérer le renouvellement et la modernisation du secteur industriel », *tenglong huanniao* (腾笼换鸟) dans le langage métaphorique chinois : « ouvrir la cage et changer d'oiseaux »¹⁶. L'essentiel était de renforcer la capacité d'innovation indépendante du Guangdong, de construire une croissance économique tirée par la demande aussi bien intérieure qu'extérieure, d'accélérer la construction d'un système industriel moderne, et de coordonner le développement entre les zones urbaines et rurales. En bref, il s'agissait d'accorder plus d'attention à la qualité du « gâteau » plutôt que de privilégier uniquement sa taille. Une des mesures phares fut d'augmenter le salaire minimum d'encore 18,6 % en janvier 2011¹⁷, à la suite d'une augmentation de 21,1 % en 2010. Ceci contribue d'une part à réformer la répartition des revenus au profit des travailleurs, d'autre part à inciter les entreprises gourmandes en main-d'œuvre à améliorer leur technologie et leur compétitivité. Si elle réussit, cette mesure rapportera à long terme d'énormes bénéfices aux entreprises mais, à court terme, elle peut rendre leur situation difficile. Li Weidong se montre sceptique

¹⁶ L'image fait référence à celle de la cage et l'oiseau, utilisée par le père de l'économie planifiée chinoise, Chen Yun, en 1982, pour qualifier le rapport entre l'État et le marché : la cage devait être assez large pour que l'oiseau puisse voler, mais sa porte devait rester fermée... Le modèle du Guangdong renouvelle l'image dans un sens beaucoup plus libéral.

¹⁷ Mesure entrée en vigueur le 1^{er} mars 2011.

devant la capacité du Guangdong à rénover ses industries intensives en main-d'œuvre qui emploient la grande majorité de ceux qui immigreront ici depuis deux décennies. Il suggère toutefois que si ces derniers peuvent se tourner vers les nouvelles industries à haute valeur ajoutée, en particulier les hautes technologies, ce plan de modernisation industrielle pourrait alors aller très loin.

Qiu Feng, vice-président du comité académique d'Unirule, constate ensuite une évolution de la pensée de Wang Yang vers les questions sociales. Outre les problèmes d'intégration des travailleurs migrants, le Guangdong fait face également à l'émergence d'une bourgeoisie industrielle et d'une classe moyenne constituée majoritairement de fonctionnaires et de cols blancs des secteurs modernes de l'économie. Ceux-ci sont particulièrement bien organisés et exercent une pression grandissante sur les autorités locales. Qiu Feng aborde le nœud du problème en montrant comment le système actuel a échoué à institutionnaliser des canaux de participation civique dans la gestion locale. C'est ainsi, à l'occasion du VIII^e plénum du X^e comité provincial du PCC du Guangdong tenu en début janvier dernier, que les autorités locales ont élaboré un plan quinquennal de constitution d'un État de droit¹⁸, visant à institutionnaliser la gestion sociale par les régulations et la loi. Le VIII^e plénum donna aussi l'occasion, à Wang Yang d'avancer pour la première fois officiellement le concept du « bonheur » (幸福广东, *xingfu guangdong*) au rang des objectifs du douzième plan quinquennal provincial. Selon Xiao Shu, analyste senior de l'hebdomadaire libéral Nanfang Zhoumo, il s'agit d'un véritable progrès en termes de renforcement du corps social (社会建设, *shehui jianshe*) à partir de

¹⁸ Plan quinquennal du Guangdong à propos de la constitution d'un État de droit (2011-2015) (法治广东建设五年规划 (2011-2015年), *fazhi guangdong jianshe wunian guihua* (2011-2015 nian)), 7 janvier 2011.

la reconstruction de la société depuis la base (社会底盘, *shehui dijian*). Il s'agit en particulier d'instaurer une société civile ouverte, et d'établir des plateformes pour que les citoyens puissent suivre et réagir sur les politiques locales, notamment sur internet (网络问政、公民问政, *wangluo wenzheng, gongmin wenzheng*).

Dans une interview donnée à l'hebdomadaire *China Newsweek* à la veille des deux assemblées¹⁹, Wang Yang a éclairé le lien interdépendant entre la modernisation économique (*tenglong huanniao*) et la politique sociale (*xingfu guangdong*) menée au Guangdong. La première est la fabrication du « gâteau », la seconde son partage ; la première est la condition préalable à la seconde, qui en est l'objectif. Lors de la première séance du IX^e plénum du comité provincial du Parti enule 10 juillet dernier, Wang a pourtant revisité les deux concepts, déclarant que, bien que le partage du « gâteau » soit important, sa fabrication reste toujours la tâche principale du Parti (分蛋糕不是重点工作, 做蛋糕是重点, *fen dangao bushi zhongdian gongzuo, zuo dangao shi zhongdian*). Ces propos ont suscité de nombreuses critiques dénonçant la primauté du principe d'efficacité sur celui d'équité. Wang Zhanyang, directeur du département de recherche en science politique de l'institut central du socialisme, considère le focus du Guangdong sur la fabrication du « gâteau » comme un acte « politiquement correct » (政治正确, *zhengzhi zhengque*), car celui-ci est obligé de suivre les politiques du gouvernement central même si ce dernier se trompe ; mais c'est un fait socialement inacceptable car les inégalités engendrées par la répartition des revenus ne sont plus tenables. Gao Quanxi, professeur à la faculté de droit à l'université d'aéronautique

et d'aéronautique de Pékin souligne, quant à lui, l'importance vitale de l'établissement de règles dans la fabrication du « gâteau », afin de traiter les litiges économiques dans le cadre d'une justice indépendante et de maintenir ainsi une croissance durable et légale.

Chongqing : aller vers la prospérité commune sans transformer le système

La discussion se poursuit avec le « modèle de Chongqing ». Yang Ping explique que les tensions sociales exacerbées au Guangdong n'en sont encore qu'à leur début à Chongqing. Chongqing n'a évidemment pas un système d'économie de marché aussi avancé que le Guangdong et doit encore affronter les problèmes traditionnels du développement. Pendant des années, les mécanismes du marché ont été quasiment paralysés par le monopole de la mafia et des cadres corrompus. D'autres intervenants comme Yang Fan, Zhang Musheng et Cai Xia soulèvent la question de la pauvreté d'une grande partie de la population. D'après Zhang Musheng, secrétaire adjoint de l'institut de fiscalité chinoise, Chongqing a été victime de la construction du Barrage des Trois Gorges entamée en 1997. La municipalité a ainsi « absorbé » énormément d'immigrés provenant des régions montagneuses les plus pauvres et les plus reculées de la province voisine du Sichuan. L'arrivée de ces populations démunies aggrave l'écart de niveau de la vie déjà fort entre la ville de Chongqing elle-même et les vastes zones périphériques rurales représentant jusqu'à 90 % du territoire municipal. À cette époque, 80 % de la population était enregistrée en tant que « rurale », et vivait sous le seuil de pauvreté. La situation était certes beaucoup moins dramatique en ville, mais il existait tout de même un nombre significatif de chômeurs licenciés des entreprises d'État en difficulté.

¹⁹ Gu Lijun, Suo Youwei, « Wang Yang, secrétaire du comité provincial du PCC du Guangdong : les fleurs de bonheur doivent s'épanouir », *China Newsweek*, 11 mars 2011.

Face à cet important retard de développement, le tandem Bo Xilai-Huang Qifan²⁰ a réussi à lancer les réformes économiques et sociales. Yang Fan, professeur à l'université de Chine de science politique et de droit, rappelle d'abord que la stratégie du développement de Chongqing suit la ligne décrétée par le Président Hu Jintao dans le plan d'ensemble 3.14 à l'issue des deux assemblées du XVII^e congrès, en mars 2007. Bo Xilai, en prenant la direction du parti municipal au Chongqing en fin 2007, n'a donc pas inventé le programme mais a effectivement su accélérer son développement grâce à sa forte capacité de dirigeant. Pour Yang Fan, le « modèle de Chongqing » est la synthèse d'une série de nouvelles mesures politiques, économiques, sociales et culturelles. D'après lui, Chongqing se différencie des modèles traditionnels des régions côtières, dont le Guangdong, qui sont axés sur l'assemblage et l'exportation avec les deux pôles de la chaîne d'approvisionnement situés à l'étranger (两头在外, *liangtou zaiwai*) : en amont, l'approvisionnement des matières premières et, en aval, les débouchés des produits finis. Le mode de croissance de Chongqing est quant à lui fondé sur une production locale des pièces détachées, en amont de l'assemblage, dont les marchés de vente se trouvent aussi majoritairement à l'étranger (一头在外, 一头在内, *yitou zaiwai, yitou zainei*).

²⁰ Huang Qifan, arrivé à Chongqing en octobre 2001 et maire depuis janvier 2010, a été un des chefs d'orchestre du projet de développement économique de Pudong, de 1990 à 1994.

« Qiu Feng en particulier considère que le plan de croissance de Chongqing n'a rien de particulièrement réformateur, et qu'il ressemble au fond au développement de Pudong à Shanghai dans les années 1990. »

À l'opposé, Qiu Feng en particulier considère que le plan de croissance de Chongqing n'a rien de particulièrement réformateur, et qu'il ressemble au fond au développement de Pudong à Shanghai dans les années 1990. Il s'agit de stimuler la croissance locale en combinant les capitaux étrangers avec la main-d'œuvre locale, ainsi que d'attirer les entreprises privées et les investisseurs étrangers avec des politiques fiscales favorables via les zones de développement spéciales. Yang Ping complète l'analyse avec son approche d'un développement bâti sur le rattrapage, qui exige souvent une forte intervention du gouvernement dans l'économie car le marché, laissé sans contrôle, ne pourra parvenir à un fonctionnement normal. Un article du Nanfang Zhoumo²¹ confirme le rôle du gouvernement local qui s'avère primordial au début du décollage de Chongqing. À l'aide des politiques préférentielles de Pékin, la municipalité a achevé la construction d'infrastructures et la réforme des entreprises d'État en s'appuyant principalement sur les ressources foncières de l'État en échange du financement des banques. Dans un deuxième temps, elle a saisi la double opportunité résidant dans l'accélération des industries lourdes et l'industrialisation de la Chine intérieure, avant de connaître enfin une période de forts investissements et de croissance soutenue. L'article résume ce chemin de développement en une métaphore : *zhuchao yinfeng* (筑巢引凤), « construire le nid pour attirer le phénix ».

²¹ Wei Libing, « Décrypter le modèle de Chongqing », *Nanfang Zhoumo*, 29 avril 2009.

La véritable révélation de ce « modèle de Chongqing » reste, pour Qiu Feng, la mise en avant de l'esprit de « prospérité commune » de Bo Xilai, une synthèse de ses politiques sociales mises en œuvre depuis fin 2007. D'après Qiu, si le « modèle du Guangdong » n'est qu'une continuité des discours dominants de la réforme des années 1980, le « modèle de Chongqing », quant à lui, y apporte des révisions fondamentales. Il joue notamment sur l'ordre des principes d'efficacité et d'équité, en mettant ce dernier sinon à la première place, au moins à un niveau équivalent au premier. Lors d'un entretien le 3 juillet avec Liu Changle, PDG de la chaîne de télévision hongkongaise Phoenix, Bo a clairement signalé que le développement de Chongqing suit une logique inverse des autres régions : « bien couper le gâteau avant d'en faire une grosse quantité » (先将蛋糕分好, 再做大, *xian jiang dangao fenhao, zai zuoda*)²². Bo évoque les mots de Deng Xiaoping – « laisser une partie s'enrichir afin de réaliser une prospérité commune » –, mais il privilégie la seconde étape en tant que priorité du comité municipal du Parti. Cette tendance semble être confirmée par le passage en juin dernier de la résolution « à propos de la décision sur la réduction des trois écarts et la promotion de la prospérité commune »²³, lors du IX^e plénum du III^e comité municipal du PCC du Chongqing.

Plusieurs contributeurs discutent ensuite des mesures concrètes concernant le « partage du gâteau » de Bo Xilai, intitulées « Plans de travail pour le bien-être de la population » (民生工程, *minsheng gongcheng*). Zhang Musheng attire l'attention sur le système innovant des « billets

²² Chen Fang, « Bo Xilai : le fil du développement de Chongqing de ces dernières années est de bien partager le gâteau avant d'en cuisiner une grosse quantité », site news Ifeng, 30 juillet 2011.

²³ 《中共重庆市委关于缩小三个差距促进共同富裕的决定》, zhonggong chongqing shiwe guanyu suoxiao sange chaju cujin gongtong fuyu de jue ding, 21 juillet 2011.

de transaction foncière » (地票, *dipiao*), qui tend à résoudre le problème de la polarisation des revenus entre la ville et la campagne. En premier lieu, faire rentrer la terre des paysans des zones reculées dans le marché des transactions foncières en ville ; ensuite, partager les fruits de l'urbanisation avec ces agriculteurs qui ont aliéné le droit d'utilisation de leur terre ; et enfin, stimuler la croissance par la demande intérieure venant notamment de ces populations autrefois défavorisées. Yang Ping souligne de son côté l'actuel développement des logements sociaux à Chongqing pour trois types de population en particulier : travailleurs migrants, populations urbaines à faible revenu et étudiants²⁴.

Wang Zhanyang clôt cette discussion en estimant que les mesures sociales de Chongqing impliquent des effets tout à fait positifs à l'égard de l'ensemble du pays. Selon lui, l'économie de marché se développe progressivement en Chine ; à ce stade, la question fondamentale à se poser est la relation entre le gouvernement et le marché, ainsi que le rôle de chacun dans le développement. Pour Wang, il faut désormais laisser le marché s'occuper de la fabrication du « gâteau », tandis que le gouvernement doit se concentrer sur le partage du « gâteau », à commencer par les réformes fiscales sur les finances publiques. Chongqing est la preuve qu'il est possible de commencer à bien partager le « gâteau » avant même de réformer le système politique actuel. Pour Wang, si l'expérience de Chongqing a pu exceller, c'est aussi grâce à la compétence de son équipe de dirigeants qui unit le capital politique remarquable de Bo Xilai et le talent économique exceptionnel de Huang Qifan. Toutefois, certains restent sceptiques quant à la pérennité des mesures sociales « orientées vers le peuple » de Chongqing. Li Shengping, ancien directeur

²⁴ Pour une analyse plus développée des politiques de logements sociaux à Chongqing voir l'article de Romain Lafarguette dans ce même numéro.

de l'institut de recherche en développement social et technologique de Pékin, doute que la réussite actuelle de Chongqing soit due plus à la capacité personnelle de Huang Qifan et Bo Xilai, et au soutien financier et politique provenant de Pékin, qu'à l'impulsion intrinsèque du développement économique de la région.

Au-delà du développement économique : une confrontation idéologique ?

Le dernier aspect de la comparaison est centré sur les mécanismes idéologiques et les concepts de la gouvernance sociale. Les universitaires concentrent leur analyse au niveau institutionnel plutôt que sur les motivations des personnalités politiques. La discussion laisse entendre que les campagnes à caractère idéologique ne sont souvent qu'un habillage des politiques économiques et sociales menées par chacun.

Chongqing : une campagne populiste pour asseoir l'autorité du gouvernement local

Les écarts d'opinions se montrent plus importants sur le cas de Chongqing que sur celui du Guangdong. Par leurs implications idéologiques et leur mise en œuvre, la campagne antimafia de Bo Xilai et sa promotion des chants rouges révolutionnaires (打黑唱红, *dahei changhong*) ont fait naître de nombreuses controverses. Pour Zhang Musheng, la lutte contre la mafia a purifié l'ordre social de Chongqing et a amélioré le sentiment de sécurité et de justice éprouvé par le peuple. Yang Fan est aussi partisan de cette politique radicale qui, selon lui, a profondément changé la structure des intérêts acquis, un résultat remarquable qui le distingue du Guangdong. Il rajoute que si certaines pratiques n'ont pas respecté strictement la justice procédurale, on ne doit pas non plus mettre en cause l'intégralité de cette mesure en la disqualifiant

comme un retour à la Révolution culturelle, car les deux sont de nature fondamentalement différente : la Révolution culturelle autorise les masses et le peuple à se saisir du pouvoir et de la justice, tandis que la campagne antimafia et anticorruption de Bo Xilai amène seulement le peuple à dénoncer les crimes, tout en restant dans le cadre de l'appareil étatique.

C'est toutefois autour des « chants rouges » que la polémique s'intensifie. Yang Fan suggère une double signification : la première est une évocation du souvenir négatif de la Révolution culturelle, qui risque de provoquer le ressentiment et le doute de l'élite ; la seconde est un appel à l'idée de Révolution au sens fort, de changement de l'ordre établi, qui est positif en ce que cela remonte le moral et renforce l'état d'esprit du peuple. Zhang Musheng est plus radical et ne voit que la valeur positive de la campagne. Pour lui, les « chants rouges » ont pour objectif de faire revivre l'époque de Yan'an, vue comme l'apogée démocratique du PCC. L'idée est de restaurer la croyance du peuple dans la gouvernance intègre et légitime du Parti communiste. Yang Ping, quant à lui, relativise la portée idéologique de cette propagande en faisant un lien direct avec la stratégie du développement de Chongqing. Selon lui, les « chants rouges » de Chongqing mobilisent l'ensemble de la population autour des politiques de développement marquées par la prépondérance de l'exécutif local et de l'économie étatique. En parallèle, la stratégie de développement explique le choix de valeurs plus libérales au Guangdong pour s'accommoder à son économie à caractère privé et ouvert.

Cai Xia, professeur à l'École du Parti du Comité central du PCC, conteste ce point de vue à partir de sa propre expérience de la Révolution culturelle. Pour elle, l'important n'est pas ce que Chongqing a fait, mais comment il l'a fait. Le « modèle de Chongqing » renvoi, à ses yeux, à la méthode de « la carotte et

du bâton » (恩威并施, *enwei bingshi*), la « carotte » étant les bénéfices des réformes économiques et sociales, et le bâton les campagnes dahei changhong. D'une manière quasi-administrative dirigée par une forte autorité, les chansons rouges de Chongqing s'appuieraient sur la sacralité de la révolution pour exercer une pression psychologique sur le peuple. Elles engendrent la régression au lieu du progrès de l'Histoire, dans la mesure où elles intensifient les pensées politiques extrémistes et une confrontation violente.

Guangdong : l'émergence d'une société civile aux côtés d'un gouvernement local aux pouvoirs limités

Xiao Bin, qui s'abstient tout le long du débat de commentaire direct sur Chongqing, a indiqué sa préférence pour le « modèle du Guangdong » dans une interview récente au quotidien singapourien *Lianhe Zaobao*²⁵. Xiao explique que le point de départ du « modèle de Chongqing » réside dans le maintien et la consolidation du système politique chinois unifié autour du leadership central du Parti ; alors que le « modèle du Guangdong » consiste à rajouter de nouveaux éléments et mécanismes tels que la constitution d'un État de droit et l'amélioration de la protection des droits civils, ainsi qu'à insister sur la réforme et l'innovation afin de s'adapter aux changements engendrés par l'économie de marché et la mondialisation. Plusieurs universitaires remarquent que les dirigeants du Guangdong sont de plus en

²⁵ Zeng Shi, « Politologue Xiao Bin : le modèle de Chongqing pourrait prendre le dessus à court terme, mais le modèle de Guangdong aurait le dernier mot », *Lianhe zaobao*, 6 juin 2011.

plus conscients de l'importance de la société civile dans la gestion sociale. Xiao Bin exprime cette idée en dévoilant un panorama de la société civile qui est en train de prendre forme spontanément au Guangdong, autour de quatre piliers :

- L'émergence graduelle de l'esprit civique ;
- des organisations citoyennes en pleine expansion, leur nombre s'élevant à plus de 28 000 en 2010. Ce sont en particulier des structures bénévoles privées, actives dans divers domaines tels que l'aide sociale, la protection environnementale et le service communautaire ;
- des actions civiques qui permettent d'exprimer des avis sur la gestion locale à travers des manifestations artistiques ou médiatiques ;
- des plateformes civiques qui soutiennent les revendications des citoyens. On y retrouve notamment les médias du Guangdong qui sont reconnus pour leur esprit ouvert et critique.

« Les « chants rouges » de Chongqing mobilisent l'ensemble de la population autour des politiques de développement marquées par la prépondérance de l'exécutif local et de l'économie étatique. »

Zhang Shuguang, chercheur à l'Académie chinoise des sciences sociales, observe au Guangdong un plus grand dynamisme et un degré de liberté d'expression plus élevé que dans le nord de la Chine, ainsi qu'une résistance plus poussée des cadres locaux face à l'emprise du département de la propagande du Comité central du PCC. Wang Zhanyang va plus loin dans son analyse de la stratégie réformatrice du Guangdong, qui aspire non seulement à l'établissement de l'État de droit mais surtout à la démocratie. Sa principale caractéristique est que le gouvernement local favorise et protège les droits civils, en particulier la liberté d'opinion

et celle de la presse, afin de les institutionnaliser de facto en attendant la pleine réalisation de l'État de droit et de la démocratie. D'abord sur l'établissement de l'État de droit, la législation du Guangdong est relativement en avance en Chine, notamment en termes de transparence à travers des audiences publiques et la consultation d'experts. Ces dernières années, le cadre législatif s'élargit aussi davantage aux questions sociales, auparavant délaissées en faveur des législations économiques dans le cadre de la zone économique spéciale. Quant à la promotion de la démocratie, de nombreuses expérimentations sont menées dans divers domaines : la réforme de Shenzhen pour rendre les élections plus compétitives, la décision de Guangzhou pour rendre le budget municipal public et les mesures de Heyuan pour établir des plateformes de consultation politique en ligne.

Si on accepte la thèse de Cai Xia selon laquelle Chongqing met en avant un « gouvernement fort » au détriment de la société civile, le Guangdong représenterait un scénario de gouvernance locale opposé. Xiao Bin réitère son soutien au « modèle du Guangdong » dont la valeur réside dans sa capacité à mener des réformes institutionnelles continues et profondes. Il évoque les traditions libérales et réformistes qui ont été sauvegardées par des générations de dirigeants du Guangdong. En se fondant sur la théorie du triangle de Ding Xueliang²⁶, Xiao précise que le Guangdong est en train d'évoluer d'un système intégrant le parti, l'État et la société vers une structure « ternaire » bénigne composée de l'État, du marché et de la société. En ce qui concerne

²⁶ Professeur titulaire au département des sciences sociales à l'université de Science et Technologie de Hong Kong, Ding Xueliang a publié son dernier ouvrage « Débattre le modèle chinois » en janvier 2011. Il y dissèque le modèle chinois, et le décrit en trois sous-systèmes imbriqués : la structure du pouvoir politique, le contrôle social, et l'économie de marché régulée.

l'État, ou plutôt la structure politique, le leadership du Parti communiste comme fondement du système reste inébranlable. Mais des mutations se font à la marge : cela est bien représenté par la place donnée aux organisations civiles par certains gouvernements locaux, le Guangdong en particulier, et la priorité donnée aux politiques sociales. Comme figure de proue des réformes économiques menées depuis trente ans, le Guangdong a dû ajuster progressivement les relations de pouvoir selon trois axes : central-local, État-marché, et État-société. Les années 1980 ont inauguré les deux premières réformes que sont la décentralisation verticale de la prise de décision (放权改革, *fangquan gaige*) et le recul de la place de l'État dans la gestion des entreprises – « rendre le pouvoir aux entreprises » (还权改革, *huanquan gaige*). La troisième réforme, née sous la direction de Wang Yang, porte sur une autorestriction du pouvoir du gouvernement local (限权改革, *xianquan gaige*). Le projet récent de Wang Yang qui vise une intégration sectorielle en fusionnant des départements aux fonctions similaires tente ainsi d'établir un « gouvernement limité » (有限政府, *youxian zhengfu*). Xiao Bin conclut que bien que la séparation entre l'État et la société soit loin d'être aboutie, ces trois réformes diluent la haute concentration des pouvoirs au profit d'une plus grande autonomie de la société civile.

La Chine vers le pluralisme ?

La table ronde se termine sur les implications politiques de cette compétition entre le Guangdong et Chongqing. Il faut avant tout revoir la relation entre ces deux « modèles », que beaucoup voient plus comme complémentaires que conflictuels ou concurrents. Qiu Feng et Zhou Hongling estiment que l'émergence des deux modèles symbolise la fin de la phase de réforme débutée en 1978. Les trente dernières années de

développement vers l'économie de marché ont conduit aux trois changements majeurs de la société chinoise, que Zhou Hongling, président de l'institut de recherche Nouvelle Ère de Pékin (北京新时代致公教育研究院, *Beijing xinshidai zhigong jiaoyu yanjiuyuan*), schématise ainsi : l'émergence de la notion de citoyen, l'épanouissement de l'économie privée et, enfin, la restauration d'une société civile disparue lors de la Révolution culturelle.

Zhou Hongling poursuit en disant que les difficultés chinoises actuelles – conflits sociaux, instabilité sociale, mouvements de masse – résident dans le retard important des évolutions politiques par rapport aux mutations socio-économiques. Le Guangdong et Chongqing apparaissent ainsi comme des solutions possibles à l'impasse actuelle que connaît le processus de réformes. Le panel semble quelque peu pencher vers le Guangdong. Gao Quanxi remarque que, tant que le principe

d'efficacité n'est pas atteint, Chongqing ne pourra pas avoir l'égalité et l'efficacité à la fois ; il y voit d'ailleurs une tentative de retour au système autoritaire de l'économie planifiée, alors que le Guangdong est sur un chemin qui mènera vers le développement d'une société civile forte et libérale. Zhou Hongling rejoint son avis et ajoute que le Guangdong tente un saut qualitatif en s'ouvrant aux idées de la gouvernance moderne et en donnant une place à la société civile. Tous deux ont foi dans le « modèle du Guangdong » et le voient comme l'avenir de la gouvernance chinoise.

Toutefois, la réalisation des réformes du Guangdong visant l'établissement d'un État de droit, et allant vers plus de démocratie, paraît incertaine à Qiu Feng et Yang Ping. Tous deux prédisent des difficultés quasi insurmontables,

car ces réformes impliqueraient directement d'autres réformes politiques majeures qui touchent au fondement politique national. Wang Zhanyang appelle à un véritable élan de la part de Pékin pour une réforme de l'État chinois, sans laquelle les idées audacieuses et avant-gardistes que prône le Guangdong ne pourront jamais s'épanouir.

L'enjeu n'est pourtant pas de distinguer un gagnant et un perdant entre le « modèle de Chongqing » et celui du Guangdong. Il n'existe pas une panacée applicable à toute la Chine. Zhou Hongling apporte un point de vue libéral sur le modèle idéal d'une société moderne : une gouvernance pluraliste fondée sur un développement équilibré et coordonné de la démocratie politique, de l'économie de marché et d'une gestion autonome de la société civile. La discussion se conclut en un consensus optimiste sur la signification de l'apparente rivalité

« Le Guangdong et Chongqing apparaissent comme des solutions possibles à l'impasse actuelle que connaît le processus de réformes. »

entre Wang Yang et Bo Xilai. C'est la première fois depuis bien longtemps que les hommes politiques en Chine répondent directement à la demande du public les pressant d'exposer aussi explicitement des idées politiques propres. À travers une compétition dynamique, ils cherchent ouvertement le soutien du public afin de renforcer leur légitimité. Qiu Feng et Zhou Hongling sont confiants quant à l'impact de ce phénomène sur l'évolution politique future de la Chine. Ils voient l'ébauche d'une nouvelle époque de la politique moderne chinoise qui s'accroîtra autour d'une concurrence ouverte entre des « factions » et des personnalités différentes – qu'ils soient

des *taizidang* comme Bo Xilai (太子党)²⁷ ou des *tuanpai* comme Wang Yang (团派)²⁸ – sous l’œil critique de l’opinion publique et des médias.



2. Chongqing, modèle d'une nouvelle politique économique et sociale

ROMAIN LAFARGUETTE

SOURCES :

- Wang Guangyu²⁹, « Chongqing, Terrain d’essai des nouvelles politiques », *Caijing guojia zhoukan*, février 2011.
- Hu Shuli³⁰, Lu Yangzheng³¹, Deng Hai³², « Nouvelles Politiques économiques à Chongqing », *Zhongguo gaige - China Reform*, novembre 2010.
- Chen Lili³³, « Analyse du modèle de logement social à Chongqing », *Hezuo jingji yu keji*, 2011, n° 12, juin 2011.
- Zhou Min³⁴, Xiang Pengcheng³⁵,

²⁹ Wang Guangyu est journaliste à *Caijing guojia zhoukan*.

³⁰ Hu Shuli est rédactrice en chef de *Caixin Media* et *China Reform*.

³¹ Lu Yangzheng est journaliste et assistante de la rédactrice en chef de *China Reform*.

³² Deng Hai est journaliste à *China Reform*.

³³ Chen Lili est assistante de recherche au Département de gestion de la construction et de l’immobilier de l’université de Chongqing.

³⁴ Zhou Min est assistant de recherche au Département de gestion de la construction et de l’immobilier de l’université de Chongqing.

³⁵ Xiang Pengcheng est professeur adjoint au

²⁷ Les *taizidang* constituent un groupe aux contours flous dans le PCC, constitué des enfants d’anciens dirigeants du PCC.

²⁸ L’expression *tuanpai* renvoi aux dirigeants du PCC qui sont issus de la Ligue des jeunes communistes, et souvent considérés comme proches de Hu Jintao qui a été premier secrétaire de la Ligue en 1984-85.

« Innovation et fonctionnement du modèle du logement social à Chongqing », *Hezuo jingji yu keji*, 2011, n° 13, juin 2011.

La municipalité de Chongqing, via son maire Huang Qifan et le secrétaire général du Parti communiste local Bo Xilai, a lancé une politique sociale novatrice et ambitieuse qui s'appuie sur trois piliers : construction de logements sociaux, réforme des droits de la terre et distribution massive de nouveaux *hukou* (户口)³⁶ aux ruraux. Outre l'ampleur des réformes annoncées, l'originalité du projet réside dans la cohérence des différentes politiques et dans le souci étatique d'assurer des sources de financement stables et responsables. Cependant, de nombreuses questions se posent quant à l'absence de réformes politiques et juridiques pour encadrer ce développement économique et social.

La première étape de la réforme est ainsi de bâtir plus de 40 millions de m² de logements sociaux en dix ans (2010-2020), dont 30 millions les trois premières années. Cela représente la superficie vendue en trois ans des logements non sociaux à Chongqing. À terme, il s'agit de répondre à hauteur de 30-40 % aux besoins du marché immobilier par des logements sociaux (公租房, *gong zufang*) tandis que 60-70 % sont assurés par des logements au prix du marché ; actuellement, les logements sociaux à Chongqing ne couvrent que 5 % du parc locatif. Les loyers seront en moyenne inférieurs de 40 % à ceux pratiqués dans le cadre du marché pour des surfaces et emplacements équivalents. Pour mettre en place ce projet la

département de gestion de la construction et de l'immobilier de l'université de Chongqing.

³⁶ Le *hukou* est un permis de résidence. Il est spécifique à la zone d'habitation (distinguant les zones rurales et urbaines) et y sont attachés des droits. Par exemple, sans le *hukou* de Pékin, il n'est pas possible d'acheter un appartement dans la capitale ou d'y travailler légalement.

municipalité fournit une surface constructible de plus de 2 000 hectares. Les logements sont destinés à des célibataires dont les revenus mensuels sont inférieurs à 2 000 yuans ou à des couples dont le revenu ne dépasse pas 3 000 yuans. Pour éviter la ségrégation sociale et dynamiser les quartiers, le gouvernement souhaite construire les logements sociaux dans des zones pourvues en logements classiques. Cela permet en outre d'accroître la valeur des appartements nouvellement construits.

Cette politique très ambitieuse de construction de logements sociaux complète une réforme fondamentale des droits de la terre lancée par les autorités de Chongqing en 2010. Le gouvernement central impose des quotas minimaux de terres cultivables aux gouvernements locaux sur l'ensemble des terrains que ceux-ci gèrent. Dans l'optique de développer la périphérie de Chongqing en tenant compte de cette contrainte, le gouvernement local a mis en place des « billets de transaction foncière » (地票, *dipiao*). Il s'agit d'autoriser les paysans qui aménagent de nouvelles terres pour un usage agricole de pouvoir vendre le droit d'utiliser une surface équivalente en périphérie des villes pour le développement urbain. Ainsi, si un entrepreneur souhaite utiliser 10 hectares pour construire une zone industrielle en périphérie de Chongqing, il devra au préalable acheter sur le marché un *dipiao* de 10 hectares correspondant à 10 hectares de terres cultivables nouvellement créés par un ou plusieurs paysans à la campagne. Cela permet de s'assurer que le développement urbain ne se fait pas au détriment des surfaces agricoles et que les paysans peuvent aussi bénéficier des retombées financières engendrées par la croissance urbaine (80 % de la valeur des *dipiao* leur sont ainsi reversés, 20 % allant aux autorités villageoises).

Afin d'obtenir de nouvelles terres cultivables dans les campagnes, les paysans sont alors amenés à transformer leurs zones de résidence (宅基地, *zhai ji di*). La politique du gouvernement local est donc d'accroître la surface des exploitations (en transformant des zones habitables en terres cultivables) tout en diminuant le nombre de paysans. Les économies d'échelle, et les gains de productivité sur ces surfaces plus vastes doivent permettre d'accroître la production agricole, même si la qualité des terres cultivables ainsi obtenues semble pour le moins médiocre.

Enfin, les migrations engendrées par le système du *dipiao* impliquent de repenser en profondeur la politique du *hukou* - le permis de résidence chinois. Dans un entretien donné au magazine *Caixin*, le maire de Chongqing, Huang Qifan, a insisté sur le fait que les bénéficiaires prioritaires des logements sociaux sont les travailleurs migrants et les jeunes diplômés venant travailler à Chongqing. Ceux-ci sont donc aussi les premiers à bénéficier des quelques 3,38 millions de nouveaux *hukou* octroyés en 2010-2011, l'objectif étant d'en distribuer dix millions en 2010-2020. Les habitants d'autres régions sont aussi éligibles à ce programme. C'est la plus grande distribution de *hukou* jamais réalisée en Chine ; elle doit permettre de faire passer le taux d'urbanisation de Chongqing à 60 % (contre 29 % actuellement).

Les responsables locaux espèrent que cette politique engendrera d'importantes externalités positives : accroissement de la production agricole, aménagement de

la périphérie de Chongqing, boom dans la construction, baisse des prix de l'immobilier, besoin en infrastructures publiques, etc. Il s'agit, pour le gouvernement, de répondre aux « besoins fondamentaux du peuple » (民生, *min sheng*) et de développer à cet effet une rhétorique collectiviste (plus de 50 % des dépenses de Chongqing seraient ainsi consacrées à terme à répondre à ces besoins fondamentaux : logement, éducation, soins,

retraites, etc.). Cependant, outre l'aspect purement quantitatif de l'investissement réalisé, la grande originalité de Chongqing réside dans l'implication du gouvernement local et dans le modèle de financement qu'il propose.

En 2002, le gouvernement de Chongqing a créé, à l'initiative de Huang Qifan, à l'époque maire adjoint, huit entreprises publiques d'investissement (八大投, *ba da tou*) en vue de réaliser sa politique en matière d'infrastructures publiques. Le modèle économique qu'essaye de promouvoir le gouvernement de Chongqing est celui de la « Troisième Main » (en référence à la main invisible d'Adam Smith) : le gouvernement participe activement à

l'économie de marché en suscitant des profits qui seront ensuite redistribués au peuple. La construction des logements sociaux s'inscrit donc dans cette logique, avec un projet réalisé du début à la fin par l'État et qui doit être rentable sur le long terme, malgré les loyers faibles. Le gouvernement local souhaite garder le contrôle des politiques d'attribution des logements sociaux afin d'éviter que ces derniers soient revendus ou sous-loués à des fins de profit. Il est alors possible, pour les locataires, de devenir propriétaires au

« Outre l'ampleur des réformes annoncées, l'originalité du projet réside dans la cohérence des différentes politiques et dans le souci étatique d'assurer des sources de financement stables et responsables. »

bout de cinq ans mais ils n'auront pas la possibilité de revendre leur bien sur le marché, sinon au gouvernement local. Au contraire de ce qui se faisait auparavant en Chine (vente de logements sociaux avec liberté de les revendre par la suite), le système mis en place ici est donc fermé. Le maire fait souvent référence à Hong-Kong ou à Singapour (où le logement social est aussi entièrement public) en précisant que, dans certaines villes en Chine, seulement 10 % des terrains vendus ces dernières années le sont à des fins de logement social ; cela rend donc nécessaire à ses yeux l'intervention de l'État.

Le financement de ce programme très ambitieux est présenté par le gouvernement de Chongqing comme responsable et intégré. Afin de construire les 30 premiers millions de m² de logements sociaux (sur les 40 qui devraient être achevés en 2020) en trois ans, il faudra déboursier plus de 75 milliards de yuans. Parmi ceux-ci, 25 proviennent du gouvernement au niveau local et central tandis que le reste est financé par les institutions financières sous forme de prêts. La plus grande contribution provient des banques (20 milliards à un taux de 6 %) et des assurances (20 milliards à 4 %); ces dernières s'étant déjà engagées sur les montants et sur les taux. Le fond de sécurité sociale, les compagnies d'intermédiation financière ainsi que l'émission d'obligations permettront de couvrir les dix milliards de yuans restants. Enfin, le gouvernement espère couvrir l'intégralité des intérêts des emprunts (soit 2,5 milliards de yuans) par les loyers issus des logements sociaux. Au coût de la construction des logements sociaux s'ajoutent par ailleurs ceux de la distribution des 3,38 millions de *hukou* (2010-2011). Le coût en est estimé à plus de 207,9 milliards de yuans, dont 130 milliards pour financer les dépenses de sécurité sociale associées à la possession du *hukou* urbain (santé et retraite essentiellement) et 77 milliards pour racheter les terres aux paysans (mais ces terres seront

revendues par la suite via le marché du *dipiao*). Le gouvernement reste optimiste en ce qui concerne les dépenses de sécurité sociale puisqu'il fait remarquer que la population jeune, la première à bénéficier de la réforme du *hukou*, sera aussi la moins demandeuse en couverture sociale. Là encore, le financement de ces dépenses de sécurité sociale se veut intégré : il s'agit de faire participer le gouvernement à hauteur de 30 milliards de yuans (les ressources du gouvernement de Chongqing excèdent 160 milliards). Plus de 90 milliards seront assumées par les entreprises, notamment via la fiscalité (les charges sociales sur un travailleur bénéficiaire du *hukou* étant supérieures à celle d'un travailleur migrant), le reste étant obtenu par les revenus engendrés par les loyers des logements sociaux.

Néanmoins, en cette période caractérisée par la crise de la dette des gouvernements locaux, on peut s'interroger sur la pertinence qu'il y a à mener une politique aussi ambitieuse et coûteuse pour des projets sociaux par nature peu rentables. Le maire de Chongqing a assuré que son projet de financement était solide et crédible ; on note cependant que les taux bas obtenus auprès des banques publiques ne reflètent pas nécessairement la rentabilité espérée du projet. 70 % du financement est assuré par des prêts, ce qui engendre un effet de levier très important et suscite des doutes quant à la maturité financière du projet à terme ; on n'espère d'ailleurs pas de retour sur investissements très rapides. Notons que seuls les revenus obtenus via la politique de *dipiao*, la capacité de collecte des loyers et le développement économique des nouveaux quartiers permettront d'assurer la viabilité financière du projet. Cependant, contrairement à d'autres villes en Chine, le gouvernement de Chongqing semble avoir un capital de crédibilité très important auprès des banques. De plus, bien que la volonté clairement affichée par Huang Qifan et

Bo Xilai soit d'œuvrer vers plus de justice sociale, il n'en va pas de même pour la fiscalité. Le gouvernement de Chongqing a certes imposé une taxe sur les logements de luxe qui permet de collecter plus de 150 millions de yuans par an, ce qui reste toutefois symbolique (0,5 % à 1 % de la valeur de l'appartement). Enfin, les retombées économiques espérées dépendent des capacités de l'économie locale à intégrer tous ces nouveaux arrivants. Dans le cas contraire, la ville pourrait connaître de lourds problèmes économiques et sociaux : chômage, inadéquation des infrastructures publiques, baisse des salaires, etc.

Zhou Ming et Xiang Pengcheng soulignent par ailleurs que l'absence d'un système juridique pour encadrer le logement social rend difficile la garantie des intérêts et des droits des plus pauvres. En effet, bien que le projet soit particulièrement ambitieux sur le plan économique, il reste cependant très évasif et lacunaire sur le plan juridique et politique (notamment sur la fiscalité et les conditions de rachat des logements sociaux). Il semble que le volontarisme des responsables de Chongqing se cantonne à la réalisation d'investissements de grande ampleur sans opérer une profonde réforme des institutions, nécessaire à bien des égards. Ainsi la réforme du *hukou* annoncée par le gouvernement de Chongqing n'en est pas une en l'état : il s'agit simplement de donner le *hukou* de Chongqing à un nombre beaucoup plus important de ruraux. Mais le système reste inchangé et la dichotomie entre possesseurs du *hukou* urbain et *hukou* rural perdure. D'aucuns, comme Hu Shuli, s'interrogent

d'ailleurs sur la pertinence de conserver le système du *hukou* s'il s'agit de le donner au plus grand nombre. Sa suppression semble plus simple à mettre en place. Huang Qifan répond que conserver le *hukou* rural permet en réalité de protéger les paysans, notamment en ce qui concerne l'achat de terres et leur usage. Or, cet argument témoigne davantage du vide juridique qui entoure les droits de la terre en milieu rural plutôt que de l'intérêt du

hukou, qui ne semble pas être l'outil le plus approprié pour défendre les droits et les intérêts des personnes.

La réforme des droits de la terre soulève aussi de nombreuses questions. Il est assez probable que les jeunes et les plus âgés soient enclins à partir vivre en ville et à bénéficier du *hukou* urbain (les premiers pour trouver du travail, les seconds pour bénéficier de soins) ; mais la question se pose pour les actifs entre 40 et 60 ans. Comme l'a souligné Wang Yuguang, après avoir accumulé des avoirs dans les zones rurales (logement, matériel agricole, terres) et face à la difficulté qu'ils éprouvent pour trouver un emploi en ville à leur âge, il est fort probable qu'ils refusent de partir ; d'autant plus que les compensations offertes pour les terrains cédés à la campagne

risquent d'être insuffisantes pour pouvoir vivre en ville. Par ailleurs, le système de *dipiào* reste assez complexe à comprendre pour les paysans et il est possible que ces derniers aient du mal à l'accepter voire même à faire valoir leurs droits. Ainsi, à Shenzhen, devant une expérience semblable mais d'échelle moindre, de nombreux paysans ont interprété le changement de *hukou* comme un vol

« Si l'ensemble de cette politique ambitieuse semble plus soucieuse du droit des paysans et plus humaine, il n'en reste pas moins que le schéma d'urbanisation rapide dessiné par Chongqing s'effectue via des moyens administratifs très directifs. »

de terre. Le gouvernement de Chongqing, conscient de la situation, a mis en place une période transitoire de trois à cinq ans durant laquelle les paysans pourront non seulement habiter en ville mais aussi conserver les droits sur la terre acquis dans leurs villages (subventions à la culture entre autres) et aussi les droits sociaux (avoir plus d'un enfant dans certaines campagnes par exemple).

Comme le fait remarquer Hu Shuli, si l'ensemble de cette politique ambitieuse semble plus soucieuse du droit des paysans et plus humaine, il n'en reste pas moins que le schéma d'urbanisation rapide dessiné par Chongqing s'effectue via des moyens administratifs très directifs, ce qui pose la question d'éventuelles dérives. De plus, le modèle proposé à Chongqing est dépendant d'une organisation politique très particulière et n'est guère transposable ailleurs : en effet, Chongqing est une municipalité autonome (*zhi xia shi*, 直辖市, comme Pékin, Shanghai ou Tianjin) et ne dépend donc d'aucune province. Le gouvernement de Chongqing a un contact direct avec le gouvernement central, ce qui lui laisse une grande latitude dans la mise en place de politiques publiques innovantes et dans sa capacité à percevoir des revenus et à les utiliser assez librement.

Chongqing semble donc être une plateforme d'expérimentation d'un nouveau type de politique sociale dite de « Troisième Main », à la fois intéressante et novatrice. Cependant, au regard des contraintes et de la particularité de cette ville, il serait hasardeux d'en faire un modèle pour le reste de la Chine.



3. Vu depuis Hong Kong, l'opportunisme de Bo Xilai ne paye pas

JÉRÔME DOYON

SOURCES :

- Wen Youping³⁷, « Rupture politique entre Bo Xilai et Wang Yang », *Zhengming*, août 2011.
- Zhou Keshang³⁸, « Tableau du personnel dirigeant sous le règne de Xi et Li », *Kaifang*, septembre 2011.

Le XVIII^e Congrès du Parti communiste chinois se tiendra en novembre 2012 à Pékin. À cette occasion, sept des neuf sièges du Comité permanent du Bureau politique du PCC sont amenés à être renouvelés, les deux restants étant réservés à Xi Jinping et Li Keqiang, considérés a priori comme les futurs numéros un et deux du PCC. À l'approche de cet événement, la presse hongkongaise est à la recherche du moindre indice sur l'identité des futurs membres du Comité permanent du Politburo. Elle s'est particulièrement intéressée aux cas de Bo Xilai et Wang Yang

³⁷ Wen Youping est un correspondant en Chine continentale de la revue *Zhengming*.

³⁸ Zhou Keshang est un journaliste du mensuel *Kaifang*.

qui, tous deux, avec des styles différents, ont su faire parler d'eux et se placer en tant que candidats incontournables. En retraçant leur histoire politique commune, Wen Youping nous montre comment, de collaborateurs, ils sont devenus concurrents ; cela en particulier du fait des « égarements » politiques (失误, *shiwu*) de Bo Xilai. Wen dépeint un Bo Xilai qui doit se rabaisser et « mordre la poussière » (灰头灰脸, *huitou huilian*) pour gagner sa place au Comité permanent face à un Wang Yang qui y entrerait triomphant.

Wen Youping présente l'année 2009 comme l'apogée de la collaboration entre Wang Yang et Bo Xilai, notamment lorsque, en février, Wang a dirigé en personne une délégation de cadres du Guangdong en visite à Chongqing. Derrière le prétexte d'étudier les politiques locales, ces envoyés ont mis en place des programmes de coopération entre les deux localités. Bo Xilai a accueilli de manière chaleureuse cette délégation avec un nombre importants de cadre locaux. Il a appelé en particulier à travailler de pair à l'enrichissement des « régions sous-développées ». Wang Yang parle de « cinq points de coopérations », allant de la coopération industrielle à l'aide au déplacement des populations dans le cadre de la construction du barrage des Trois Gorges notamment. Wen Youping rappelle que l'agence de presse Xinhua avait particulièrement couvert ce rapprochement entre Bo et Wang, tablant implicitement sur leur future rencontre au sein du Comité permanent en 2012.

Plus récemment, la coopération économique entre les deux localités a continué à se développer selon les plans établis, mais le rapprochement politique s'est soudainement arrêté, dit You Wenping. Ce sont les campagnes de lutte antimafias ou de promotion des « chants rouges » qui ont créé la rupture, que ce soit autour de l'acharnement des autorités de Chongqing dans l'affaire

de l'avocat Li Zhuang³⁹, ou du projet de construction dans la municipalité d'un « parc rouge » aux dimensions titanesques. Pour You Wenping, Wang Yang ne veut pas que son capital politique soit entaché par la dérive de Bo Xilai. C'est ainsi que s'est achevée l'entente politique entre les deux personnages.

Les prises de position néomaoïstes de Bo Xilai auraient créé le malaise en étant vues comme des reproches implicites faits à la politique de réforme de Deng Xiaoping et donc, en filigrane, à celle de son héritier actuel, Hu Jintao. Avec ses avancées actuelles sur les questions de redistribution et de « prospérité » (共同富裕, *gongtong fuyu*), Bo semble s'être corrigé. Il reprend ainsi l'expression de « gâteau » de Wen Jiabao pour désigner la richesse produite et insister sur son « découpage », sa répartition. Avec la « prospérité commune » il reprend la « deuxième étape » de la politique de Deng Xiaoping (邓小平, *deng er bu*), qui se résumait en : « laisser une partie de la population s'enrichir afin de tendre vers une prospérité commune ». Tout en conservant un discours de « gauche » dans le cadre chinois, Bo Xilai se place, par cette appropriation des mots de Deng, dans l'héritage de la période de réformes, le but étant de se rapprocher de Wen Jiabao et de Hu Jintao pour assurer son avenir politique. Jiang Weiping, un journaliste chinois réfugié au Canada, qui a récemment beaucoup écrit sur le personnage de Bo Xilai, arrive à des conclusions similaires bien que plus extrêmes sur sa situation. Il présente Bo, dans un article paru récemment dans *Kaifang*, comme un personnage « marginalisé » et solitaire, qui finalement passe d'un projet politique à l'autre, revenant notamment sur ses politiques « rouges » pour séduire Hu Jintao⁴⁰.

³⁹ Sur le cas Li Zhuang, voir l'article de Jean-Pierre Cabestan dans ce numéro.

⁴⁰ Jiang Weiping, « La lutte contre les mafias devient une répression aveugle, les chants rouges se transforment en appels à la richesse », *Kaifang*, octobre 2011.

Wang Yang a réagi sur la question du découpage du « gâteau ». Dans une intervention datant de juillet dernier, il met au premier plan la question de sa fabrication, pour ne présenter son découpage, la répartition des richesses, que comme une question secondaire. Cette réplique de Wang a beaucoup fait parler d'elle, tant par son caractère ultralibéral que par l'opposition, jugée frontale dans le contexte chinois, aux

discours de Bo Xilai sur la question. Pour Wen Youping, il semble que cette déclaration forte de Wang soit avant tout un bon exemple de la prudence du personnage. D'abord, dans le discours en question, Wang place à plusieurs reprises sa politique dans le cadre du « développement scientifique » mis en avant par Hu Jintao, affirmant sa fidélité au secrétaire du Parti. Aussi, Wen Youping cite un représentant d'une petite ville du Guangdong selon lequel Wang Yang ne voulait pas ici faire preuve d'anti-égalitarisme. D'ailleurs sa politique d'un « heureux Guangdong » (幸福广东, *xingfu guangdong*) serait le symbole de ses considérations sociales⁴¹. L'intervention avait vocation à rassurer le public et les entreprises, à annoncer qu'il n'allait pas lancer au Guangdong une réforme foncière, vue comme facteur d'instabilité sociale. La référence aux réformes en cours à Chongqing est à peine déguisée⁴².

Au cœur de cette rivalité médiatique, et afin de reprendre l'avantage, Bo Xilai n'a cessé d'inviter des journalistes hongkongais à

⁴¹ Sur les politiques sociales au Guangdong et la campagne de *Xingfu guangdong*, voir l'article de Chan Yang dans ce même numéro.

⁴² La réforme foncière à Chongqing voir l'article de Romain Lafarguette dans ce même numéro.

Chongqing pour étudier les réformes locales. Selon Wen Youping, c'est bien Pékin que vise Bo Xilai à travers les médias hongkongais. D'après l'auteur, au risque de paraître un brin présomptueux, les médias politiques hongkongais seraient en effet une des sources principales d'informations des dirigeants du Parti à Pékin. Chaque membre du Comité permanent du PCC aurait, outre ses équipes de travail traditionnelles, un groupe de conseillers personnels qui auraient pour mission d'analyser les informations provenant de ces médias, pour se tenir au courant des faits et gestes des membres d'autres factions au sein du PCC. L'utilisation des médias hongkongais par Bo Xilai ne serait alors, pour l'auteur, qu'une confirmation de ce fonctionnement.

« Wen dépeint un Bo Xilai qui doit se rabaisser et « mordre la poussière » pour gagner sa place au Comité permanent face à un Wang Yang qui y entrerait triomphant. »

La réussite de cette utilisation des médias resterait toutefois très relative. De nombreux journalistes hongkongais auraient insisté, selon Wen, sur les difficultés rencontrées par Bo Xilai en termes de communication politique. Pour ces derniers, des mises en scène inadéquates transforment parfois de bonnes idées en de « mauvaises nouvelles » (坏消息, *huai xiaoxi*). Les manières hautaines de Bo, qui ne se retient pas de critiquer ouvertement ses adversaires, les présentant comme des « ratés » (成不了气候, *chengbuliao qihou*), seraient particulièrement inconvenantes dans le contexte chinois. Pour résumer le propos de ces journalistes : Bo manque de respect à l'égard des gens qui l'entoure, ce qui semble rendre difficile son ascension via la démocratie interne au Parti.

Wen Youping tend à relativiser les conclusions de ses confrères et met implicitement en avant les capacités d'adaptation de Bo Xilai. Après

les résultats mitigés de sa campagne de chants révolutionnaires, il a ainsi effectué un important revirement politique, dont l'exemple le plus évident est l'annulation de son projet de construction d'un « parc rouge » dans le district de Nanchuan à Chongqing. Selon l'auteur, si Bo est revenu sur ses projets « rouges », c'est surtout à la suite de la critique de Li Changchun, un de ses soutiens au sein du Comité permanent du PCC. Ce dernier jugeait ces projets beaucoup trop dispendieux – le coût du « parc rouge » s'élevant à 2,5 milliards de yuans, ce qui manque de décence et est en opposition complète avec les objectifs de « prospérité commune » et de satisfaction des « besoins de la population » (民生, *minsheng*) affichés par Bo Xilai. Des universitaires ont appelé dans la foulée à une enquête pour examiner ce qu'il en est des fonds déjà injectés dans le projet.

Bo Xilai et Wang Yang sont vraisemblablement tous deux destinés à entrer au Comité permanent du Bureau politique du PCC, lors du XVIII^e Congrès de 2012. Reste les questions de répartition des postes et du potentiel renouvellement de leurs mandats. Sur la question de leurs rôles respectifs au sein du comité permanent, Zhou Keshang, dans un panorama de la répartition potentielle des postes en 2012, avance que Wang Yang pourrait reprendre le poste de Li Changchun à la tête de la Commission du PCC de guidage vers la création d'une civilisation spirituelle, en charge du travail de propagande. Il serait le huitième membre hiérarchique du comité permanent. Bo Xilai, de son côté, remplacerait Zhou Yongkang à la tête du comité des affaires politiques et législatives et serait le neuvième membre hiérarchique du comité permanent.

En se fondant sur le critère de l'âge, la limite pour débiter un mandat au Comité permanent étant plus ou moins de 65 ans⁴³, Wang est bien mieux loti que Bo. Il ferait ainsi partie des plus jeunes du prochain comité permanent, étant comme Li Keqiang né en 1955. Bo, né en 1949, aura déjà 63 ans lors du XVIII^e Congrès. Il a déjà presque atteint la limite d'âge pour ce congrès et pourra ainsi difficilement faire un second mandat, alors que Wang pourrait même se retrouver au XX^e Congrès d'après l'auteur.

Face à Bo Xilai, Wang a fait profil bas puis est revenu sur le devant de la scène, tout d'abord avec le débat sur la répartition du « gâteau », puis par des innovations en termes de participation des citoyens via internet dans le cadre de sa campagne pour un « Guangdong heureux ». Wen Youping insiste alors sur la proximité entre Wang Yang et Hu Jintao. Ceux-ci discuteraient même en privé les politiques locales menés par le premier, le second lui donnant son aval et son soutien. Selon l'auteur, Hu Jintao place ses pions pour tirer avantage des interrogations qui suivraient la mort éventuelle de Jiang Zemin, parrain d'une partie des rivaux de Hu. Wen va très loin et prête à Hu la volonté de faire de Wang le « tuteur politique » (*jianguo*, 監國⁴⁴) de Hu Chunhua⁴⁵, qui entrerait aussi au Comité

« Hu Jintao place ses pions pour tirer avantage des interrogations qui suivraient la mort éventuelle de Jiang Zemin, parrain d'une partie des rivaux de Hu. »

⁴³ Cheng Li, « China's Midterm Jockeying: Gearing up for 2012 (Part 1: Provincial Chiefs) », *China Leadership Monitor*, n° 31, Winter 2010.

⁴⁴ Ce terme fort, fait ici référence à l'équivalent d'un système de régence dans la Chine impériale.

⁴⁵ Actuellement secrétaire du PCC de Mongolie intérieure, Hu Chunhua fut le premier secrétaire de la Ligue des jeunes communistes (*gongqinguan*, 共青团) entre 2006 et 2008, ce qui en fait un des

permanent du PCC lors du XVIII^e Congrès et pourrait devenir secrétaire général du Parti lors du XX^e Congrès. L'auteur se permet même d'imaginer l'impossible : une remise en cause éventuelle du leadership de Xi Jinping et de Li Keqiang lors du XIX^e Congrès.



4. À propos du modèle de Chongqing et de l'avenir de la réforme judiciaire en Chine

JEAN-PIERRE CABESTAN

SOURCE :

- « Le "modèle de Chongqing" et l'avenir de la réforme judiciaire en Chine », débat du 10 juin 2011 à la faculté de droit de l'université de Pékin, rendu public peu après par le site *Zhongguoxuanju yu zhili* – (中国选举与治理网 - Chinaelections.org).

membres clés de la faction des tuanpai, issue de la Ligue et proche de Hu Jintao (qui fut premier secrétaire de la Ligue en 1984-85). Il est souvent présenté comme le « petit Hu », le protégé du Président, ce dernier voulant à terme le placer à la tête du PCC tout comme Deng Xiaoping avait lui-même désigné Hu Jintao comme son second successeur après Jiang Zemin.

La campagne contre le crime organisé (« frapper le noir » ou 打黑 - *dahei* en chinois) lancée par Bo Xilai, le secrétaire du Parti communiste de Chongqing dès son arrivée en 2007 dans la capitale de guerre de la République de Chine (1938-1945) a suscité beaucoup de débats et de controverses, notamment au sein des milieux juridiques. Si le démantèlement des mafias locales que son prédécesseur Wang Yang, aujourd'hui secrétaire du Parti du Guangdong, avait laissé fleurir, a été dans l'ensemble bien accueilli, les méthodes employées ont suscité moult interrogations et inquiétudes. En effet, en décembre 2009, l'avocat pékinois de haut vol du mafieux Gong Gangmo, un certain Li Zhuang, était condamné à deux ans et demi

de prison pour « incitation à faux témoignage ». Il aurait conseillé à son client de témoigner devant le tribunal qu'il avait été battu pendant huit jours et huit nuits. Un mois après, la peine de Li Zhuang était réduite en appel à un an et demi, en raison de son attitude coopérative.

À l'annonce de cette seconde sentence, Li Zhuang dénonça les aveux qu'il aurait accepté de présenter en échange de la promesse, faite par le parquet, d'une peine de prison avec sursis et accusa ce dernier de l'avoir trompé. Mais apparemment, aux yeux de Bo Xilai, que l'on soupçonne d'avoir lui-même voulu intimider un avocat qu'il accusait d'arriver à Chongqing comme un « coq dans une basse-cour », cet avertissement ne suffisait pas.

En avril 2011, alors qu'il approchait du terme de sa peine, Li Zhuang était à nouveau poursuivi, cette fois pour faux témoignage (伪证, *weizheng*) dans une affaire d'escroquerie. Nouvelle émotion des milieux juridiques et probablement aussi agacement de certains responsables politiques à Pékin qui ne veulent pas que du bien au fougueux, populiste et ambitieux Bo Xilai. Le cabinet de Li Zhuang lança une contre-attaque. Du nom de Kangda, ce cabinet est dirigé par Fu Yang, qui est nul autre que le fils de Peng Zhen, un « immortel » du PCC plus versé dans les questions juridiques que le père de Bo Xilai, Bo Yibo, et considéré surtout par beaucoup comme l'aîné de ce dernier : bref, le bras de fer semblait prendre un tour personnel... Résultat : moins d'une semaine plus tard, les nouvelles charges qui pesaient sur Li Zhuang étaient levées et les poursuites dont il était à nouveau l'objet abandonnées⁴⁶. Le 11 juin 2011, Li sortait de prison.

Mais débats et controverses ne se sont pas pour autant éteints : au contraire, ceux-ci

⁴⁶ <http://chinadigitaltimes.net/china/li-zhuang/> (consulté le 18 octobre 2011).

ont été ravivés, donnant lieu à de nombreux commentaires sur les blogs du pays et aussi à de multiples discussions dans les médias et les milieux académiques.

Le débat que nous présentons ci-dessous est caractéristique des réflexions qu'a suscitées cette affaire, notamment parmi les juristes. Il s'est tenu à la veille de l'élargissement de Li Zhuang, le 10 juin 2011, à la prestigieuse faculté de droit de l'université de Pékin (FDUP). Présidé par Zhang Qianfan, professeur à la FDUP, cette table ronde rassemblait notamment He Bing, professeur à l'université de sciences politique et juridique de Chine, Si Weijiang et Wei Ruiju, deux des avocats de Li Zhuang ainsi que Tong Zhiwei, rédacteur en chef de la célèbre revue *Faxue* (science juridique) et professeur à la faculté de droit de l'université de sciences politique et juridique de Chine orientale⁴⁷. Si le débat relaté ici reprend dans une seconde partie certains des arguments juridiques présentés par He Weifang (du fait en partie de l'arrivée tardive de Tong Zhiwei), dès le départ, il élargit la discussion à des questions politiques plus larges.

Zhang Qianfan se contente d'animer la discussion et d'en tirer quelques brèves et modestes conclusions ; pour le reste, ce sont surtout He Bing, Si Weijiang, Wei Ruiju et surtout Tong Zhiwei qui feront part de leurs vues. Des propos comme on le verra pas toujours en harmonie et souvent d'un

⁴⁷ En revanche, pour une raison inconnue de l'auteur de ces lignes, était absent de cette rencontre le professeur He Weifang, également de la FDUP, connu pour ses positions libérales et, en l'occurrence, sa dénonciation de l'affaire Li Zhuang consignée dans une « lettre ouverte aux collègues de Chongqing », ville où se trouve son Alma Mater, l'université politique et juridique de la Chine du Sud-Ouest (ce document daté du 12 avril 2011 peut être consulté en anglais et en chinois sur le site de China Media Project, <http://cmp.hku.hk/2011/04/12/11481/> (consulté le 18 octobre 2011)).

iconoclasme inattendu, y compris sur la réforme et l'avenir politiques du pays.

Tout d'abord, les intervenants se sont accordés pour rejeter l'idée même du « modèle de Chongqing ». Certes, comme le rappelle He Bing, selon certains, le modèle politique et judiciaire de Chongqing consiste à « chanter rouge » (唱红, *changhong*), c'est-à-dire chanter des chants révolutionnaires, « frapper le noir » (打黑, *dahēi*), c'est-à-dire lutter contre les mafias, et « balayer le jaune » (扫黄, *sāohuáng*), c'est-à-dire mettre fin aux activités de prostitution et à la pornographie : cette politique est résumée par la formule « utiliser les couleurs pour gouverner le pays » (颜色治国, *yánsè zhìguó*). Rien à voir, on l'aura compris, avec les « révolutions de couleurs »...

Toutefois, selon He et Tong, aux yeux du gouvernement de Chongqing lui-même, il n'y a pas de modèle de Chongqing mais une méthode, un mode d'action (做法, *zuòfǎ*), et surtout une manière propre d'appliquer, ou plutôt de « se saisir » de la loi (搞法, *gǎofǎ*).

Chants rouges

Avant tout, qu'est-ce qu'un chant rouge aujourd'hui ? s'interroge, non sans malice He Bing. Pas « L'Internationale », le premier des chants révolutionnaires du classique manuel de 1964, ni le violent et aujourd'hui dangereux « Tremble ! Tyran » (发抖吧 ! 暴君, *fādǒu ba ! bàojūn*) et autres appels à la haine de classe. He nous rappelle que les chants révolutionnaires prônés par Chongqing -- le nom de Bo Xilai reste précautionneusement absent de la discussion -- sont de deux sortes : d'une part, les chants paysans traditionnels

(« chants de nouilles de riz » ou 粉歌, *fēngē*) et d'autre part les chants de glorification du PCC et de Mao (颂歌, *sònggē*). Pour He, il s'agit d'activités plus « petites bourgeoises » que « révolutionnaires », rappelant en passant le coût de l'opération pour la capitale du haut Yangzi : 2,76 milliards de yuans (plus de 300 millions d'euros), en ne donnant que 30 yuans à chacun des 80 millions de participants...

La fonction des ces « chants rouges » est, à ses yeux, de remplacer les vieilles croyances auxquelles plus personne n'adhère tout en se substituant aux nouvelles croyances encore inexistantes. Ce serait donc un écran de fumée.

L'affaire Li Zhuang

L'affaire Li Zhuang ne constitue que l'amorce du débat, qui évolue rapidement vers les

problèmes de la campagne antimafia de Chongqing puis du système judiciaire en général.

He Bing évoque tout d'abord le fait que certains ont décrit l'affaire Li Zhuang comme le « printemps du droit » (法律的春天, *fǎlǜ de chūntiān*). Néanmoins, pour lui comme pour Tong et l'ensemble des autres orateurs, ce scandale résulte de la collusion entre les organes de sécurité, les parquets et les tribunaux, la trinité des organes judiciaires chinois (司法部门, *sīfǎ bùmén*). Leurs chefs se rassemblent sous la direction du secrétaire du département politique et judiciaire (政法委员会, *zhèngfǎ wéiyuánhuì*) du PCC pour prendre toute décision ; c'est ce que l'on appelle en chinois : « les trois s'adressent à l'échelon supérieur » (三个至上, *sān gè zhìshàng*). Cette affaire a aussi mis en lumière l'application sélective du Code pénal et l'inapplication du Code de procédure pénale.

« L'affaire Li Zhuang résulte de la collusion entre les organes de sécurité, les parquets et les tribunaux, la trinité des organes judiciaires chinois. »

Sur le modus operandi de la police et de la justice en Chine, c'est Si Weijiang, le dernier avocat de Li Zhuang, qui a le mieux résumé la situation : « La sécurité publique dirige la justice », ajoutant qu'à l'étranger, l'on en conclurait que la Chine est un État policier. Mais, prudent, il préfère nous offrir une expression plus couleur locale : « la sécurité publique fait la cuisine, le parquet passe les plats et le tribunal les mange ».

L'on apprend d'ailleurs aussi que les avocats de Li Zhuang semblent s'être passé l'affaire comme une patate chaude. Ainsi, Wei Ruiju, qui se présente comme un « avocat ordinaire pas particulièrement courageux », a accepté de s'occuper de ce dossier à la demande de Chen Youxi, qui ne souhaitait plus s'en charger. Il nous confie aussi qu'arrivé à Chongqing, il s'aperçoit que les milieux judiciaires locaux, d'une manière générale, le respectaient et soutenaient son travail, que bref « tout n'était pas noir ». Mais la situation était devenue difficile, notamment du fait du refus du tribunal de demander aux témoins de prendre part aux audiences et de confronter leur version des faits avec celle du prévenu, se bornant à s'appuyer sur des témoignages écrits et non réexaminés. C'est ainsi que l'affaire a été transmise à Zhang Sizhi et finalement à Si Weijiang. Or, ce dernier n'est pas spécialiste du droit pénal mais de la propriété intellectuelle. Certes, en 2008, il a eu l'occasion de traiter d'une affaire constitutionnelle concernant la légalité de l'enregistrement d'un parti politique, ce qui semblait le montrer disposé à accepter une telle cause. Mais lui aussi avoue que, pour un avocat, la recherche de contre-preuves est un exercice risqué : il est facile d'être accusé par la sécurité publique et la justice d'incitations à faux témoignages et de devenir soi-même suspect. Constat également dressé fin avril 2011 sur son blog par le célèbre civiliste Jiang Ping, professeur à l'université politique et

juridique de Chine⁴⁸.

Campagne politique contre le crime organisé

Pour les juristes présents à ce débat, loin de respecter la loi, la lutte contre le crime organisé a été conçue comme un mouvement, une campagne politique (*运动, yundong*). Comme le rappelle dans sa lettre ouverte He Weifang, plus de 5 000 suspects ont été arrêtés sur la base de « lettres de dénonciations des masses » et des groupes spéciaux d'enquête et d'instruction (*专案组, zhuan'an zu*) ont été établis, rappelant les sinistres structures largement utilisées par Kang Sheng⁴⁹ pendant la Révolution culturelle.

C'est Zhong Zhiwei qui nous propose l'analyse la plus complète de cette entreprise de politisation de la lutte contre les mafias. Pour lui, au lieu de faire de ce combat un moyen pour protéger l'ordre et la sécurité publics, Chongqing en a fait un moyen de gestion (et de contrôle) de la société (*社会管理的方式, shehui guanli de fangshi*). Selon Zhong, les risques d'une telle « dégénérescence » se retrouvent sur tout le territoire chinois, en raison de l'absence d'indépendance des tribunaux et des parquets. L'utilisation sélective des articles du Code pénal ou le recours à la torture pour obtenir des aveux sont autant de pratiques qui restent malheureusement courantes.

À ses yeux, les risques de dégénérescence découlent aussi de la difficulté rencontrée pour définir précisément les activités du crime organisé et pour tracer une frontière entre les activités licites des entreprises et

⁴⁸ Repris par le China Media Project, <http://cmp.hku.hk/2011/04/28/11898/>

⁴⁹ Chef des services secrets du PCC à Yan'an puis dans les années 1950, Kang Sheng fut un des principaux organisateurs des purges de la Révolution culturelle.

des individus et celles qui relèvent du crime organisé. Le faible nombre de dispositions du Code pénal relatives au crime organisé (trois types de crimes) par rapport à celles ayant trait aux crimes portant atteinte à l'ordre social (125 crimes) accuse cette difficulté.

Mais, surtout, pour Zhong et les autres intervenants, on a assisté à une véritable mobilisation de l'ensemble des organes et des fonctionnaires du gouvernement de Chongqing, mobilisation qui a fait fi des règles et des procédures juridiques. Ainsi, tout ce qui portait atteinte à l'ordre public devenait mafieux. On a grossi les petites affaires en crime organisé, on a « peint en noir » les crimes non mafieux (非黑染黑, *feihei ranhei*) et l'on a « mafiaisé » des actions qui ne l'étaient pas (无黑造黑, *wuheizaohei*). Parmi les autres caractéristiques de cette mobilisation politico-administrative, Zhong cite pêle-mêle : l'attribution de pouvoirs spéciaux à la police, la mise en œuvre de méthodes d'intimidation dirigées non seulement vers les citoyens mais aussi vers les sociétés et les entreprises, le recours généralisé à des procédures pénales illégales et portant atteintes aux droits et aux libertés individuelles (interrogatoires sous la torture). Aussi grave, cette campagne a exercé une influence paralysante (寒蝉效应, *hanchan xiaoying*) sur la société et a réduit les libertés des citoyens, à la fois en termes de parole et de publication mais aussi de rassemblement, d'activités sociales (ONG) et religieuses.

Qu'est ce que le « modèle de Chongqing » ?

Bien que l'ensemble des participants s'accordent pour utiliser la formule « modèle de Chongqing » avec des guillemets, ils reconnaissent tous son caractère nocif. Si Weijiang va plus loin et propose de l'interpréter comme une manifestation de « l'atavisme »

« On a assisté à une véritable mobilisation de l'ensemble des organes et des fonctionnaires du gouvernement de Chongqing, mobilisation qui a fait fi des règles et des procédures juridiques. »

(返祖现象, *fanzu xianxiang*) de la Chine ; typique des modèles qui apparaissent en période de crise, le « modèle de Chongqing » constitue un retour au fondamentalisme doctrinal (原教旨主义, *yuanjiaozhi zhuyi*). C'est à ses yeux, une réforme sans risques qui repousse les réformes les plus ardues et déstabilisatrices à plus tard, par exemple l'instauration de véritables élections démocratiques. Finalement, le « modèle de Chongqing » est un modèle d'appel au passé (往回改的模式, *wanghui gai de moshì*), bref ce que nous

appellerions un modèle réactionnaire.

C'est pourquoi Zhang Qianfan conclut que le modèle de Chongqing n'est ni généralisable ni tenable à moyen terme. Les habitants de Chongqing sont sans doute aujourd'hui satisfaits de ses résultats mais, dans quelques années, ils pourraient bien changer d'opinion. Non seulement, ce « modèle » n'a secrété qu'une fausse démocratie, mais il a aussi fait obstacle à la professionnalisation de la justice.

Quelles solutions juridiques et politiques ?

Evidemment, la critique est aisée. La recherche de solutions plus ardue, en particulier dans le contexte actuel, et de nature à diviser les orateurs.

He Bing propose deux réformes : la professionnalisation des procureurs et des juges d'une part, et la démocratisation de la justice d'autre part. À ses yeux, aujourd'hui, la professionnalisation de la justice à proprement parler est sans espoir, du fait du rôle clé du Parti et de ses commissions politiques et judiciaires. En revanche, celle des responsables de parquets et des tribunaux peut et doit être accélérée. En matière de « démocratisation » (le terme chinois utilisé est 人民化 *renminhua*, mot-à-mot "popularisation") de la justice, He suggère l'instauration de jurys populaires (陪审团, *peishentuan*).

Cette dernière idée est cependant critiquée par Si Weijiang qui n'y voit pas un facteur de progrès. Il rappelle les excès de la Révolution culturelle, et émet des doutes sur l'adaptabilité à court et moyen terme de cette institution à la Chine : les jurys populaires risquent de se montrer particulièrement conservateurs et peu soucieux du droit. Pour lui, le respect des procédures prime sur tout et offre les meilleures garanties. Bref, il faut se garder de toute tendance « populiste » (民粹主义, *mincui zhuyi*).

Si Weijiang est également plus réaliste. Selon lui, aucune réforme profonde du système judiciaire ne peut intervenir si le « souverain » (皇上, *huangshang* qui signifie également « empereur »), en clair le Parti, ne se réforme pas. C'est en ces termes qu'il pose la question de la réforme constitutionnelle (宪政改革, *xianzheng gaige*). Développant cette dernière idée, Si Weijiang déclare : réformer la constitution, c'est un peu comme ouvrir la boîte de Pandore ; il est très difficile de la refermer et de revenir en arrière. D'où l'immobilisme du pouvoir. Pour autant, Si Weijiang n'est pas totalement pessimiste :

« Réformer la constitution, c'est un peu comme ouvrir la boîte de Pandore ; il est très difficile de la refermer et de revenir en arrière. »

peu importe si le souverain (le Parti) se réforme ou pas, dit-il, car si la pression exercée à l'extérieur du système atteint un certain niveau, le système ne peut que réagir.

En revanche, pour Si, la question des élections est complexe. Si le principe « une personne, une voix » s'appliquait, il donnerait autant de pouvoir aux paysans illettrés qu'aux élites : à la campagne, dans les élections villageoises, on a vu que cela a conduit à la pratique de l'achat des votes et de l'élection des candidats qui ont de l'argent. Cela peut provoquer des troubles, et les élites risquent d'en venir à regretter le système actuel. C'est pourquoi l'on a besoin d'une réforme progressive et avisée qui procède par étapes et en suivant un programme fixé à l'avance. Ce processus doit varier en fonction des endroits

et des domaines. Pour Si, l'on doit surtout établir des règles du jeu claires. Et il faut aussi être psychologiquement préparé au fait que la transition vers un système constitutionnel démocratique (民主宪政, *minzhu xianzheng*) sera ardue et provoquera des troubles. Il ne faut pas avoir d'illusions.

Réagissant à ce propos, He Bing rappelle les ambiguïtés du film officiel diffusé à l'occasion du 90^e anniversaire du PC chinois « La grande cause de la fondation du Parti » (建党大业, *jiandang daye*). En effet, ce film montre comment à l'époque de la République de Chine, les étudiants défiaient le pouvoir qu'ils jugeaient dictatorial et appelaient à la création d'un parti révolutionnaire. Aujourd'hui, ils auraient été accusés du « crime de subversion du pouvoir d'État » selon He, qui ajoute : « On n'a pas le droit de faire la révolution, juste le droit de chanter des chants révolutionnaires ! ».

Pour He, la question est de savoir si une réforme politique pacifique reste envisageable. Sur cette question, il se montre pessimiste : il craint qu'une crise éclate prochainement, entendant par là une « crise des ressources » ou une « crise écologique ». En effet, les problèmes liés aux ressources en eau, par exemple, sont considérables en Chine. Si la Chine ne s'effondre pas, c'est parce que le pays vit à découvert (透支, *touzhi*), en ce sens qu'il prend des gages sur les générations futures. Mais cette stratégie n'est pas tenable. L'autre problème est que les forces réformatrices sont relativement faibles et que les couches les plus basses de la société perdent patience. En outre, en plaignant les pauvres, les intellectuels les incitent à se révolter. N'est-ce pas ainsi que la Révolution française est survenue ?, conclut-il.

Sur la réforme politique, Tong Zhiwei livre, pour sa part, une vision plus gradualiste, à laquelle Si Weijiang adhère finalement : prenant l'exemple des élections aux assemblées locales – élections qui restent comme on le sait et le constate chaque jour très étroitement contrôlées par le Parti –, il conseille de maintenir la pression et de tenter de faire accepter peu à peu un plus grand nombre de candidats indépendants. Une stratégie qui n'est pas sans rappeler le combat des « hors Parti » (党外, *dangwai*) à Taïwan dans les années 1970. Si Weijiang évoque alors sa propre expérience au sein de l'assemblée populaire du district de Jing'an à Shanghai : celle-ci s'est progressivement habituée à entendre une voie dissonante puis à enregistrer des bulletins de vote négatifs. Cela étant, sur la question des élections locales, de nombreux problèmes demeurent, celui de l'impossibilité pour la population flottante de s'enregistrer n'étant pas des moindres.

Au total, conclut Si, et citant le Premier ministre Wen Jiabao, il faut s'appuyer sur le soft power de la société : « le destin du pays se situe dans

le cœur du peuple » (国之命在人心, *guo zhi ming, zai ren xin*) !

À l'évidence, d'un tel débat ne pouvait ressortir un très fort consensus. Particulièrement libre et pluraliste de temps à autre, la discussion a pris des tours imprévus et donné lieu à des propos aux limites de l'incohérence. Mais l'objectif de cette rencontre était clair : battre en brèche le soi-disant « modèle de Chongqing » et rabattre quelque peu la superbe de son promoteur, Bo Xilai⁵⁰. Plus modestement, comme le rappela en guise de conclusion Zhang Qianfan, il a aussi voulu rappeler au pouvoir que l'ensemble du monde juridique attend de lui, au minimum, une réduction des interférences politiques dans la justice. Au total, une table ronde instructive sur l'état d'esprit de certains juristes, et non des moindres, quant aux agissements de certains responsables locaux ambitieux du Parti communiste chinois et des services administratifs dont ils ont la charge.

⁵⁰ Cf. à ce sujet le portrait très critique de Bo Xilai dressé par le journaliste d'investigation Jiang Weiping, *Bo Xilai zhuan* (À propos de Bo Xilai), Hong Kong Gelande (Grand Bay Press), 2010.

REPÈRES

5. Une internationalisation incertaine du yuan

GONG CHENG

SOURCES :

- Wang Ziwu et Zhang Yuzhe⁵¹, « L'internationalisation du yuan remise en cause », *Xin shiji*, 4 août 2011.
- Zhang Bin⁵², « Repenser la question de l'internationalisation du yuan », *Caijing*, 4 septembre 2011.
- Yu Yongding⁵³, « Reconsidérer la feuille de route pour l'internationalisation du yuan », *Xin shiji*, 5 septembre 2011.

En juillet 2009, la mise en œuvre du règlement d'échanges commerciaux en monnaie chinoise marque la première phase d'internationalisation du yuan. Par « internationalisation », les économistes chinois ou étrangers entendent

⁵¹ Wang Ziwu et Zhang Yuzhe sont tous deux journalistes à *Xin shiji*.

⁵² Zhang Bin est le directeur du centre de recherche en finance internationale de l'institut de recherche en politique et économie internationales de l'Académie chinoise des sciences sociales.

⁵³ Économiste influent en Chine, Yu Yongding est chercheur à l'institut de recherche en politique et économie internationales de l'Académie chinoise des sciences sociales.

la volonté de faire du yuan un instrument de règlement des échanges, à commencer par le commerce transfrontalier, ainsi qu'une monnaie de réserve dans le système financier et monétaire international. À cette époque, des économistes enthousiastes y voyaient un moyen, pour la Chine, de réduire son niveau gigantesque de réserves de change, considéré comme une des sources de la crise financière de 2007⁵⁴.

Un an après sa mise en œuvre, le règlement international du commerce en yuans ainsi que l'établissement des marchés offshore de la monnaie chinoise (人民币离岸市场, *renminbi li'an shichang*) n'ont pas atteint leurs objectifs de court terme, qui était de ralentir l'accumulation des réserves de change et d'éviter une trop forte pression sur le cours du yuan.

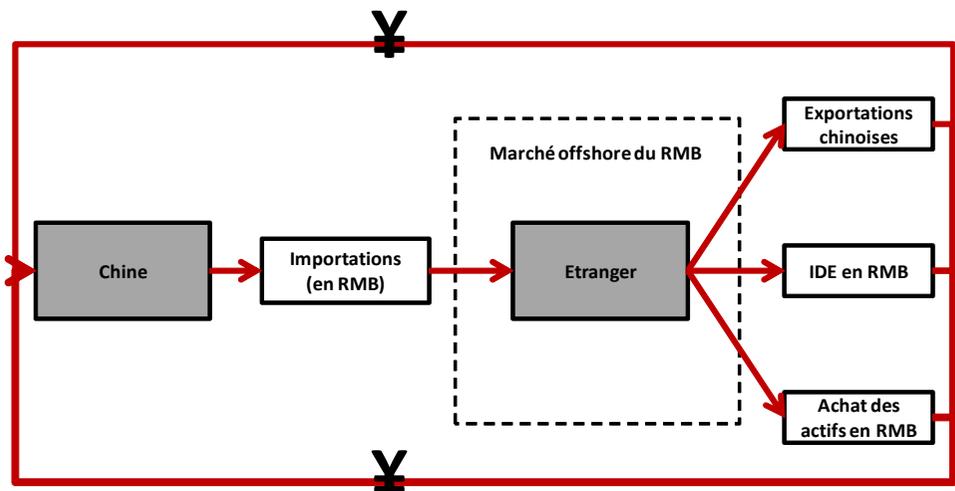
Depuis l'an dernier, le niveau des réserves de change détenues par la Banque

⁵⁴ Il s'agit notamment de la thèse du *saving glut* (excès d'épargne), développée par Ben Bernanke.

populaire de Chine s'est au contraire accru. Le graphique n°1 ci-dessous illustre bien le raisonnement initial qui a motivé le règlement de comptes en yuans l'an dernier : lorsque les importations chinoises (elles représentent entre 85 % à 90 % du montant total du commerce international chinois réglé en yuans) sont payées en yuans, la monnaie chinoise sort du territoire chinois pour aller sur des marchés offshore, qui pourront être réutilisés par les étrangers afin d'acheter des actifs libellés en yuans, faire un investissement direct en Chine ou tout simplement payer des exportations chinoises.

Un tel circuit éviterait en théorie l'entrée des dollars dans le système monétaire chinois. Cependant, la Chine a une balance commerciale excédentaire, la valeur des exportations dépassant largement celle des importations. L'écart est comblé logiquement par un revenu en devises qui représente une entrée de capitaux étrangers dans les caisses des banques chinoises. De plus, en anticipation d'une réévaluation du yuan par rapport au

Graphique n°1



Source : graphique réalisé par l'auteur

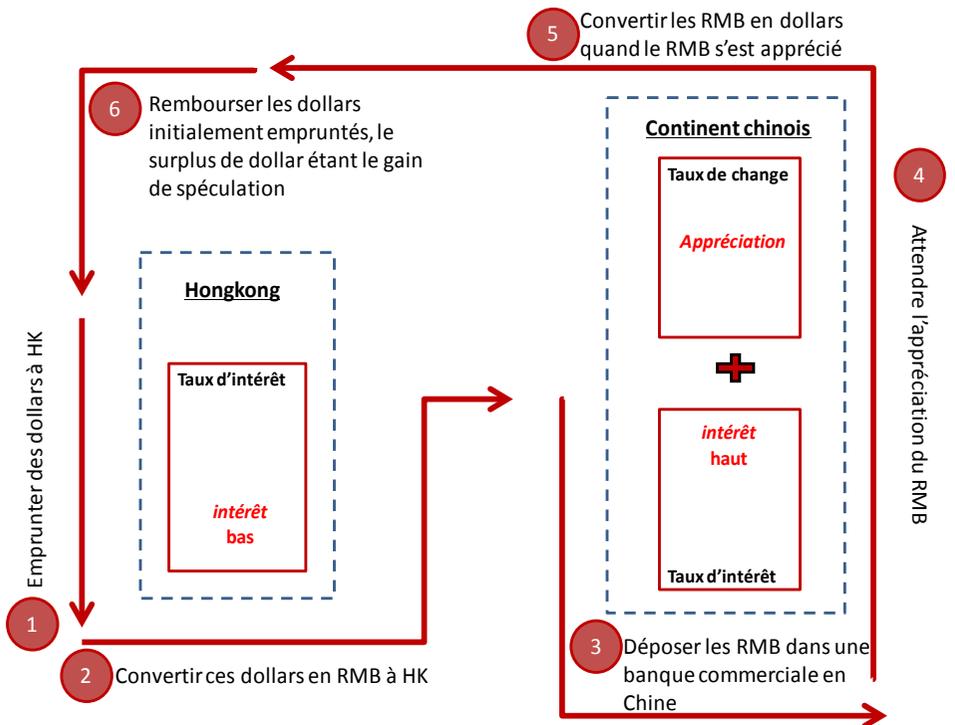
dollar, les détenteurs étrangers de yuans ont intérêt à les conserver pour les revendre plus cher à l'avenir. Une telle opération pourrait complètement couper le circuit de retour des yuans vers la Chine, conduisant à une entrée supplémentaire de devises étrangères.

Le deuxième effet pervers de cette expérience d'internationalisation du yuan est l'accroissement du risque de spéculation dans un système financier chinois déjà fragile. En raison d'un écart du taux d'intérêt entre le continent chinois (plus élevé) et le marché hongkongais (plus bas), couplé à une anticipation sur l'appréciation du yuan, les spéculateurs étrangers sont incités à acheter des yuans sur le marché *offshore* à Hongkong

et à les déposer sur le marché chinois. Un transfert des yuans de Hongkong vers la Chine peut être obtenu en simulant des règlements de flux commerciaux. Le graphique n°2 ci-dessous illustre ce mécanisme de spéculation. Par ailleurs, cette spéculation elle-même renforce aussi l'anticipation sur l'appréciation du yuan par la vente continue de dollars contre des yuans sur le marché hongkongais.

En présence de ces effets secondaires indésirables, comment les économistes ou décideurs chinois pensent-ils désormais l'avenir de l'internationalisation du yuan ? Contrairement à ce que l'on pouvait imaginer, la plupart des économistes qui se sont récemment

Graphique n°2



Source : graphique réalisé par l'auteur

exprimés publiquement ne demandent pas un retour en arrière ; mais ils préconisent une réflexion théorique approfondie sur les impacts de l'internationalisation du yuan sur la politique économique nationale, afin de trouver des manières plus appropriées afin de guider les prochaines étapes de ce processus.

Plusieurs facteurs expliquent l'attitude des économistes chinois. Tout d'abord, l'internationalisation ne se trouve que dans une phase d'expérimentation, le montant total des yuans utilisés pour les transactions reste insignifiant par rapport à la taille de l'économie chinoise et notamment à son niveau de réserves de change. Les effets pervers peuvent ainsi encore être étroitement surveillés et contrôlés. Au fond, ces effets indésirables, limités à un échantillon, permettent de mieux analyser l'impact d'une vraie internationalisation du yuan, selon Zhang Bin.

Internationaliser véritablement la monnaie chinoise consisterait à ouvrir progressivement le compte de capital et à rendre le yuan convertible sur le marché international. Bien que le contrôle de capitaux ait joué un rôle très important pour l'essor économique de la Chine pendant les trois dernières décennies et notamment dans les périodes de crise, cette rigidité de la politique monétaire chinoise devient de plus en plus ingérable⁵⁵. De plus, face à une réévaluation potentielle du yuan, il est en réalité de plus en plus difficile de contrôler les entrées et les sorties de capitaux. Malgré des réglementations

⁵⁵ En vertu du fameux triangle de Mundell, qui prédit l'incompatibilité entre une politique monétaire autonome, un taux de change fixe et la liberté des mouvements de capitaux.

contraignantes, les flux de capitaux trouvent toujours des voies dissimulées pour entrer sur le marché chinois, à l'image du commerce international frauduleux ou du système de la finance de l'ombre (*shadow banking*). Ainsi, l'abandon du contrôle sur le capital n'est qu'une question de temps. Dans ce contexte, il est de l'intérêt du gouvernement chinois d'internationaliser le yuan maintenant, au lieu d'attendre un « ultimatum » de l'OMC ou des partenaires commerciaux, qui forcerait la Chine à ouvrir ses frontières financières.

Si les motivations pour une internationalisation du yuan sont claires, reste à savoir comment procéder afin de minimiser les effets pervers précités. Yu Yongding nous a donné quelques pistes de réflexion. Selon lui, vitesse et tactique constituent deux mots d'ordre qui guideront les prochaines étapes de l'internationalisation du yuan. Tout d'abord, ce processus ne peut qu'être progressif, faute d'un système financier national solide. Un taux de change et des taux d'intérêt déterminés par le marché, ainsi que l'existence d'un marché des produits dérivés couvrant le risque de change sont des conditions pré-requises, limitant l'impact des spéculations sur la stabilité du système financier national chinois.

Ensuite, internationaliser le yuan consiste à choisir cette monnaie pour libeller les exportations et les importations ou les actifs financiers et les dettes, au lieu de recourir à des monnaies étrangères. D'un point de vue financier, une composition optimale du portefeuille chinois pourra avoir un rôle crucial à la fois pour la sécurité économique du pays et pour les profits que la Chine pourrait tirer de

« La Chine devrait s'intéresser moins à la convertibilité du yuan sur des marchés offshore et se concentrer sur les liquidités en yuan à l'étranger au service des entreprises chinoises visant à développer des marchés étrangers. »

ses investissements à l'étranger. Si, à terme, la Chine peut librement utiliser le yuan pour des transactions financières transfrontalières, ne serait-il préférable de libeller les actifs en yuans et les passifs en monnaie étrangère ou vice versa ? Yu Yongding utilise l'exemple américain pour illustrer l'importance de ce choix stratégique dans la composition du portefeuille. Les États-Unis, malgré leur compte courant déficitaire, voient leurs investissements à l'étranger se valoriser (c'est-à-dire une augmentation de la richesse en termes d'actifs étrangers). Cet enrichissement des États-Unis provient du fait que les dettes du pays sont libellées en dollars (à l'image des bons du Trésor américains que la Chine achète) et que les actifs financiers étrangers sont libellés en monnaie étrangère (euro, yen, franc suisse, etc.). Lorsque le dollar se déprécie, le niveau de dettes des États-Unis se réduit alors que le rendement de ces actifs étrangers – une fois convertis en dollars – augmente. Cette stratégie de composition du portefeuille a engendré de très larges « effets de valeur » (*valuation effects*) positifs pour le pays. Selon Yu Yongding, si la Chine souhaite tirer profit de l'internationalisation du yuan, il faut avant tout réfléchir à la structure de la composition de son portefeuille financier.

En conclusion, malgré les effets pervers inattendus, les économistes chinois s'opposent à un abandon de l'internationalisation du yuan. Ils préconisent une réflexion collective sur les voies optimales pour atteindre cet objectif de long terme. Pour beaucoup, l'internationalisation du yuan devrait être entreprise en plusieurs étapes. Actuellement, c'est-à-dire au tout début du processus, la Chine devrait s'intéresser moins à la convertibilité du yuan sur des marchés *offshore* et se concentrer sur les liquidités en yuan à l'étranger au service des entreprises chinoises visant à développer des marchés étrangers. En ce qui concerne une approche financière de l'internationalisation du yuan, la

bonne question à se poser est la composition du portefeuille financier de la Chine. Le système financier et monétaire international est en train de muter, ce qui représente à la fois un défi et une opportunité pour la Chine, qui pourra jouer un rôle plus important dans les affaires économiques et financières internationales. En pleine crise de la dette souveraine en Europe, l'émission d'obligations en yuans a été même mentionnée par Klaus Regling, directeur général du FESF⁵⁶, comme une possibilité pour lever des fonds nécessaires à sauver des pays européens. Peut-être s'agit-il d'une nouvelle voie d'internationalisation du yuan en perspective.

⁵⁶ Conférence de presse à Pékin, 26 octobre 2011.

- Peng Chunlai⁶³, « Gu Shengzu, six remèdes aux difficultés de financement des PME », *Zhengquan ribao*, 20 septembre 2011.

6. Crise en vue, comment sauver les PME ?

CHARLOTTE JUAN WU

SOURCES :

- Yang Zhongxu⁵⁷, Mo Li⁵⁸, « La vérité sur les difficultés des PME », *Caijing*, n° 23, 26 septembre 2011.

- Wang Li⁵⁹, Yu Hairong⁶⁰, « Les PME traversent un long hiver, des pressions multiples peuvent mener à une aggravation de la situation ou à un remaniement de grande envergure », *Xin shiji*, n° 463, 15 août 2011.

- Qiu Xiaomin⁶¹, « Gu Shengzu : il est capital de réduire les difficultés existentielles des PME », *Xinhua wang*, 1^{er} septembre 2011.

- Wan Donghua⁶², « De multiples mesures pour sortir les PME de leur difficulté », *Zhongguo guoqing guoli – China National Conditions and Strength*, n° 224, 7 septembre 2011.

⁵⁷ Yang Zhongxu, journaliste à *Caijing*.

⁵⁸ Mo Li, journaliste à *Caijing*.

⁵⁹ Wang Li, journaliste à *Xin shiji*.

⁶⁰ Yu Hairong, journaliste à *Xin shiji*.

⁶¹ Qiu Xiaomin, journaliste.

⁶² Wan Donghua, rédacteur en chef du magazine *Zhongguo guoqing guoli*, vice-directeur du département de recherche d'économie rurale du Bureau national des statistiques de Chine.

Depuis le début de l'année, les difficultés des PME occupent l'actualité nationale. La situation s'est aggravée au mois d'avril lorsque les médias ont parlé d'une « vague de banqueroutes » (倒闭潮, *daobi chao*) sans précédent ; mais ces propos ont été fermement désavoués par les autorités chinoises. Au-delà de l'incertitude du contexte économique international, trois facteurs principaux sont à l'origine de la situation difficile des PME : l'augmentation rapide des coûts salariaux ; l'envolée du prix des matières premières ; la politique monétaire intérieure restrictive.

Le phénomène est surtout présent dans le delta du Yangzi et celui de la rivière des Perles, où les industries exportatrices privées, souvent de petite taille, ont été gravement affectées. Dans la ville de Wenzhou (Zhejiang), connue pour ses entrepreneurs, 40 % des PME ont fait faillite, d'autres ont suspendu leur production ou fermé leurs usines. Certains patrons de PME sont en fuite ou se sont suicidés à cause de leur incapacité à rembourser leurs crédits, provenant souvent de l'économie informelle⁶⁴. Une tendance à la contagion vers le nord de la Chine a été relevée, ce qui confirme le caractère national de cette crise.

Cette vague de faillites auxquelles sont confrontées les PME en Chine est d'une nature très différente des faillites en étroite relation avec la crise financière de 2008 qui ont frappé les différentes économies nationales (et qui ont affecté les PME) dans le monde.

⁶³ Peng Chunlai, journaliste au *Zhengquan ribao*.

⁶⁴ Les moyens de financement informel entre particuliers en dehors du système bancaire sont très développés en Chine ; ils sont assimilés aux activités d'usure, sans régularisation ni compensation.

En Chine, les difficultés en question sont principalement liées aux faiblesses intrinsèques des entreprises et au contexte domestique complexe. La récession économique mondiale qui perdure jusqu'à aujourd'hui n'est qu'une cause secondaire des difficultés auxquelles celles-ci font face. Certains entrepreneurs pensent que l'environnement économique actuel est encore plus rude pour les PME chinoises qu'en 2008. Différentes industries ont été fortement touchées, ce qui a conduit certains entrepreneurs à s'orienter vers la spéculation et l'immobilier, où les rendements à court terme sont bien plus intéressants.

Les PME sont incapables de maintenir leurs salariés à leur poste avec des coûts de main-d'œuvre qui montent en flèche. Gu Shengzu, dans une intervention au sommet des PME de l'APEC qui a eu lieu à Chengdu le 29 août 2011, rappelle que les coûts salariaux ont augmenté de manière importante, le salaire moyen ayant grimpé de 20 % à 30 % cette année. Cette situation a conduit certaines PME à suspendre les commandes, par crainte ne pas pouvoir assurer leurs opérations, selon Yang Zhongxu et Mo Li, journalistes à *Caijing*. Le marché du travail chinois se transforme progressivement et le modèle de main-d'œuvre abondante n'est ainsi plus d'actualité. Le déséquilibre interprovincial de main-d'œuvre s'est accentué et accroît la demande pour une « nouvelle génération » de travailleurs migrants, plus qualifiés.

La deuxième cause de difficultés est le manque et la hausse du prix des matières premières importées, en particulier le pétrole, dont l'économie chinoise est fortement dépendante.

Outre les trois facteurs de production, d'autres éléments ont contribué à la crise des PME, tels que l'appréciation du yuan, les divers impôts et le loyer élevé des terrains. Tous ces éléments

ont conduit à l'augmentation appréciable des coûts de production des PME.

La politique monétaire restrictive actuelle amenant une forte augmentation du coût du capital rend difficile le financement des PME. Les plus touchées sont surtout celles qui ont de faibles qualifications et peu de collatéraux. Ces PME ont été obligées de se tourner vers le marché des crédits informels comme l'usure privée, le taux d'usure ayant atteint 50 %, voire plus dans certaines villes. Selon Wang Li et Yu Hairong de *Xin Shiji*, les réseaux de financement souterrains, comme les prêts entre particuliers, se développent de plus en plus, et le taux d'intérêt pratiqué est souvent bien plus élevé que le taux directeur désigné par la Banque centrale.

Alors que l'économie mondiale est à peine sortie de la récession et que certains craignent une seconde crise, les difficultés des PME s'accroissent. Les perspectives économiques incertaines en Europe et aux États-Unis ont conduit à une forte diminution de la demande extérieure pour les exportations chinoises. Sur le marché intérieur, à la suite du plan de relance de 4 000 milliards de yuans, les autorités chinoises ont dû restreindre la politique monétaire à partir de janvier 2010. Pékin a ainsi durci les critères d'obtention de crédits bancaires à l'échelle nationale pour lutter contre l'inflation qui a atteint 6,2 % en moyenne annuelle en août 2011 en augmentant les taux obligataires à treize reprises en 21 mois, et les taux directeurs, cinq fois de suite. Le manque de liquidité des banques commerciales a aggravé la situation financière des PME.

Outre ces causes exogènes, les PME ont également rencontré des difficultés de management et de compétitivité. La restructuration et l'optimisation du secteur industriel en Chine sont trop lentes, ce qui ne favorise pas le développement des PME. De plus, le système de marché est imparfait

à cause du manque de réglementation sur les droits de propriété et sur la protection de la propriété intellectuelle, ce qui crée un environnement économique incertain et peu efficient. Une autre particularité du marché chinois est le regroupement des crédits bancaires dans les grandes villes et leur concentration sur le financement des grandes sociétés. L'écart entre le taux d'intérêt bancaire appliqué aux sociétés privées et celui appliqué aux sociétés d'État est très important, ce qui indique que les facilités de crédit bancaire ne sont pas équitablement réparties. Selon les observations de Gu Shengzu, moins de 10 % des PME peuvent se financer auprès du système financier formel, la plupart des financements se faisant grâce à des prêts privés (民间借贷, *minjian jiedai*), hors du système bancaire réglementé. Les problèmes structurels d'allocation des crédits ont conduit à une hausse des taux d'intérêt appliqués aux prêts privés, ce qui peut à terme causer une crise financière si la bulle des prêts privés éclate. Par effet de contagion, cela pourrait alors se répercuter sur l'économie réelle et le système financier formel. Certains experts indiquent que la situation pourrait être désastreuse dans certaines régions, et notamment dans la province du Zhejiang, en particulier à Wenzhou, où les financements informels sont très développés. L'interruption de la chaîne des prêts privés pourrait avoir un effet domino et contaminer l'économie à l'échelle nationale.

Dans ce climat, beaucoup d'entrepreneurs préfèrent ainsi fermer leur entreprise pour trouver des investissements plus rentables. En effet, une tendance à la fuite des capitaux privés issus de l'économie réelle vers les

investissements spéculatifs permettant d'engendrer des profits à court terme a été constatée, ce qui crée un risque potentiel de dématérialisation de l'industrie réelle. La politique monétaire se trouve inefficace pour remédier aux problèmes de manque de liquidité. Les autorités monétaires rencontrent des difficultés pour établir l'équilibre entre une politique monétaire expansionniste et une politique restrictive car, d'un côté nous avons des PME qui sont en manque de financement, et de l'autre, certaines qui sont impliquées dans des activités d'usure et de spéculation. Dans un article publié dans le magazine *Qiushi*⁶⁵, le Premier ministre Wen Jiabao précise qu'il faut se focaliser sur les conséquences de long terme et cumulées des politiques monétaires pour fournir des politiques prospectives et éviter d'avoir un effet trop important de cette crise sur l'économie réelle⁶⁶.

Cité par les journalistes de *Caijing*, Ling Lanfang⁶⁷ affirme que tous les acteurs économiques se plaignent des difficultés de financement, mais qu'en réalité les acteurs

les plus affectés sont les industriels. Toutefois les sociétés qui ont obtenu des financements par l'intermédiaire de relations et qui ont utilisé ces fonds pour spéculer sur les marchés financiers ne sont pas du tout en manque de financement. Aux mois d'août et de septembre, les journalistes de *Caijing* sont

« Les problèmes structurels d'allocation des crédits ont conduit à une hausse des taux d'intérêt appliqués aux prêts privés, ce qui peut à terme causer une crise financière si la bulle des prêts privés éclate. »

⁶⁵ *Qiushi* 求是, Recherche de la vérité, est la revue idéologique phare du Comité central du PCC.

⁶⁶ Wen Jiabao, « Sur la situation macroéconomique actuelle et des études économiques », *Qiushi*, n° 17, 1^{er} septembre 2011.

⁶⁷ Ling Lanfang, président de la holding Route de la soie.

allés sur le terrain pour observer la situation économique des PME dans les provinces du Zhejiang et du Guangdong qui dépendent beaucoup du secteur industriel. Ils ont pu constater que les entrepreneurs qui restent dans l'économie réelle sont peu nombreux, beaucoup d'entre eux faisant le choix de la spéculation, alors que les usines ferment ou font faillite.

Pour Yang Zhongxu et Mo Li, malgré les voix, de plus en plus nombreuses, qui demandent une politique monétaire accommodante, un petit nombre d'entrepreneurs préviennent que, à cause de la relation étroite entre les sociétés d'État, les banques, les PME, les institutions de financement privé et les promoteurs immobiliers, un relâchement trop rapide de la politique monétaire profiterait principalement aux spéculateurs. Ce point de vue est partagé par la plupart des économistes et des officiels.

Les journalistes de *Cajing* rapportent que cet été, lors d'une visite à Wenzhou, Zhou Dewen⁶⁸ a établi une classification des PME en fonction de l'évolution de leurs activités. Selon Zhou, 10 % des PME essayent d'augmenter leur productivité, 20 % sont en train de transformer leurs activités et un grand nombre s'est orienté vers la spéculation. Il affirme que, malgré de nombreuses politiques proposées par le gouvernement et la CBRC⁶⁹, le profit reste la priorité pour les grandes banques, qui se soucient pas de la survie des PME. Les grandes banques estiment en effet qu'il est difficile de maîtriser les risques liés aux PME et préfèrent donc limiter leur exposition.

Lors du sommet d'été des entrepreneurs chinois le 16 septembre 2011, Gu a affirmé que 60 % à 70 % des PME sont en train de se battre pour survivre, 10 % sont en train de

réaliser des optimisations structurelles et 20 % sont en train de transformer leurs activités. Parmi toutes les difficultés rencontrées par les PME, le problème de financement qui s'est accentué en 2011 reste le plus urgent à résoudre. Cependant, les autorités en charge du secteur industriel semblaient ne pas voir la vague de faillite des PME, ce qui est probablement dû, selon Gu, aux PME « zombies » qui ne seraient pas allées déclarer leur faillite auprès de l'administration. Gu a proposé six solutions pour résoudre les difficultés de financement des PME recueillie par le journaliste Peng Chunlai :

- développer les sociétés de microcrédits et les petites banques rurales destinées aux PME ;
- innover dans le domaine des moyens de financements pour faciliter leur accès, en développant par exemple des plateformes internet pour le financement des PME ;
- adopter des avantages fiscaux ou des subventions pour stimuler les crédits bancaires ;
- créer des systèmes de garants pour faciliter l'emprunt des PME ;
- assouplir le contrôle financier, continuer la libéralisation du taux d'intérêt et la réforme du système financier ;
- renforcer les financements directs et élargir les espaces d'investissements des capitaux privés.

Selon Wan Donghua, pour aider les PME à sortir de cette crise, il faut considérer les problèmes dans le cadre de deux dimensions, les facteurs exogènes et les facteurs endogènes aux PME.

Concernant les facteurs exogènes, il faut commencer par les politiques monétaires et fiscales pour soulager les pénuries de financement des PME le plus rapidement possible. Comme la pression inflationniste reste

⁶⁸ Zhou Dewen, président de l'Association de développement des PME de Wenzhou, vice-président de l'Association des PME chinoises.

⁶⁹ CBRC, China Banking Regulatory Commission.

assez importante, la politique monétaire restera restrictive à court terme. Pour soutenir les PME et régulariser le flux des capitaux privés, il faut donner aux sociétés de microcrédit et aux banques rurales un rôle plus important. Il faut également accélérer l'innovation financière, déréguler le marché financier et construire une organisation professionnelle pour diriger les capitaux privés vers l'économie réelle. Enfin, les incitations fiscales pour les PME sont des pratiques courantes qui permettraient en Chine de résoudre les problèmes de surcharge financière des PME. Il faudrait donc appliquer des politiques de soutien financier telles que des réductions d'impôts, des allègements fiscaux temporaires ou des subventions. D'un autre côté, il faut renforcer la structure et le fonctionnement du marché de travail, encourager l'amélioration des conditions de travail et établir un équilibre entre les structures industrielles de l'est et de l'ouest du pays. Il est également important d'accélérer la modernisation du secteur agricole pour libérer de la main d'œuvre et d'améliorer la mobilité des travailleurs vers les PME.

Concernant les facteurs endogènes aux PME, celle-ci doit apprendre à s'adapter à un environnement relativement défavorable. Elles doivent profiter de la pression économique et financière qu'elles subissent actuellement (变压力为动力, *bian yali wei dongli*) pour accélérer la transformation et la modernisation de la structure industrielle, accélérer l'innovation technologique et augmenter la productivité du travail. Les PME peuvent également créer des systèmes de mutualisation ou de coopération pour bénéficier de voies de recours en cas de besoin. Cependant, le système de marché ne fait pas de cadeau et il est inévitable que certaines sociétés disparaissent au dépend d'autres, qui vont devenir plus grandes et plus fortes qu'auparavant.

Pour se diriger à terme vers un système de marché avec une concurrence équitable

entre les sociétés et pour sortir les PME de la crise, il faut mettre l'accent sur les trois points suivants : poursuivre l'amélioration du système d'économie de marché, abolir les droits de propriété inappropriés et faciliter l'accès au marché des sociétés en diminuant les barrières légales. Afin de résoudre le problème de financement des PME, il faut continuer la réforme du système financier pour remédier à la situation actuelle dans laquelle les grandes banques dominent le système bancaire. Pour cela, il faut établir progressivement un système de financement multiniveaux plus adéquat en créant des fonds spéciaux alimentés par la politique fiscale, les banques communautaires, les petites et moyennes banques commerciales, et les sociétés de microcrédit garantes des institutions financières non bancaires.



7. Énergie en Chine : les voies engourdis du charbon

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- Chen Yan⁷⁰, « L'aberration du système de transport du charbon », *Caijing*, 28 août 2011.

- Fan Bi⁷¹, « Dysfonctionnements du gouvernement ou dysfonctionnements du marché ? », *Caijing*, 28 août 2011.

- Li Runguo⁷², « Contexte, problèmes et solutions du système de transport du charbon », *Zhonggong zhongyang dangxiao xuebao - Journal of the Party School of the Central Committee of the CPC*, vol. 15, n° 11, août 2011.

Les augmentations récentes du prix du charbon et les pénuries d'électricité qui affectent la Chine de manière récurrente depuis plusieurs années inquiètent les experts chinois. Ceux-ci dirigent leurs accusations vers un système de transport obsolète, déjà

⁷⁰ Chen Yan est journaliste.

⁷¹ Fan Bi est directeur adjoint du département général du bureau de recherche du Conseil d'État.

⁷² Li Runguo est professeur au département d'économie de l'université normale de Chine centrale, Wuhan, Hubei.

accablé par la catastrophe ferroviaire du 23 juillet et les scandales de corruption de février.

Au cours des sept dernières années, le système de production d'électricité a été confronté à de graves pénuries d'alimentation du fait des problèmes d'approvisionnement en charbon des centrales électriques. Les ressources houillères constituent encore la principale ressource du système de production d'électricité chinois, et ces pénuries énergétiques apparaissent alors même que les plus grands acteurs du secteur ont considérablement élargi leurs capacités de production et qu'un nombre considérable d'entreprises se trouvent en situation de surproduction. Loin d'être liées à un manque structurel de ressources sur le territoire chinois, les pénuries d'électricité trouvent en fait leurs causes dans l'encombrement du système de transport, dont les effets se voient amplifiés par les retours en arrière des réformes du marché du charbon et la stagnation des réformes du marché de l'électricité.

Les ressources houillères abondantes se situent dans les « trois territoires de l'Ouest » (三西地区, *sānxīdìqū* : le Shanxi, la Mongolie intérieure et le Shaanxi), qui produisent chaque année plus de 60 % des ressources totales du pays. La consommation de charbon par les centrales électriques, quant à elle, se trouve principalement concentrée dans les provinces développées des zones côtières. Ces clivages Nord-Sud et Ouest-Est ont imposé la création d'une structure d'approvisionnement longue distance, dont le fonctionnement s'avère particulièrement complexe. Les chemins de fer, qui assurent le transport de plus de 70 % du charbon, forment le nœud de ce système de redistribution trop souvent obstrué. La désuétude des infrastructures de transport, dénoncée par Chen Yan, qui se superpose à un terrain défavorable, ainsi que la combinaison du transport de passagers et les lignes de

fret, limitent la capacité d'acheminement des ressources vers les centrales électriques. Le charbon se retrouve ainsi piégé dans les goulets d'étranglement du transport ferroviaire, causant les pénuries d'approvisionnement qu'ont connues les centrales électriques ces dernières années.

Par voie de répercussion, le prix d'une ressource dont la disponibilité s'est réduite a considérablement augmenté.

Par ailleurs, les frais de transport se répercutent sur le prix et amplifient d'autant leur hausse : aux frais « réguliers » déjà élevés s'ajoutent diverses commissions « d'usage », acquittées auprès des intermédiaires du transport, afin de raccourcir les délais de stockage – qui entraînent des répercussions commerciales, une dégradation de la qualité du produit et une multiplication des occasions de vol et de corruption. Les profits réalisés par les entreprises de transport, gonflés par les commissions acquittées par les entreprises de charbon, ont entraîné l'émergence rapide d'un grand nombre de sociétés de distribution. Les intermédiaires sont trop nombreux, ce qui pèse sur les coûts de transaction et participe d'autant à la hausse des prix. Si la réforme consécutive à l'affaire de corruption concernant l'ancien ministre des Chemins de fer, en février dernier⁷³, a entraîné une certaine décentralisation du système, elle n'a pas permis, selon Chen Yan, d'en finir avec les défaillances du système monopolistique, et les réformes de marché sont encore loin.

⁷³ Sur la réforme, voir : Marie-Hélène Schwoob, « Dette, corruption, insécurité... l'impossible réforme du ministère des chemins de fer », *China Analysis* n° 34, p 31-33.

Les pressions exercées sur les prix se sont accentuées avec le renforcement du contrôle exercé par l'État sur les activités des revendeurs de charbon, notamment via le contrôle du système de transport. Depuis 2008, un système de coupons permet au gouvernement du Shanxi de contrôler les quantités transportées sur le territoire, ce qui, selon le président du conseil du Shanxi Fenwei Energy Group, Chang Yijun, a contraint nombre de sociétés de négoce à migrer vers la Mongolie intérieure. Ces « retours en arrière » concernent également les branches commerciales du secteur. Si, après 1992, les réformes de marché avaient mené à des progrès significatifs, le mouvement s'est inversé depuis 2004. En 2006, selon Chen Yan, le prix du charbon était « déterminé presque librement ». Toutefois, les difficultés rencontrées pour l'exploitation des mines de charbon et les pénuries d'électricité ont incité le secteur à faire marche arrière.

« Le charbon se retrouve piégé dans les goulets d'étranglement du transport ferroviaire, causant les pénuries d'approvisionnement qu'ont connues les centrales électriques ces dernières années. »

Pour Chen Yan, ce retour en arrière fut particulièrement manifeste dans le cas de l'industrie du charbon. Entre production planifiée, monopole de l'État pour l'achat ou encore tickets de contrôle, les traits qui rappellent aujourd'hui l'ère de la planification ne manquent pas. Selon l'auteur, ces mesures dépassées ont été à l'origine des pénuries d'électricité des dernières années, et les problèmes persistent et s'intensifient. En décembre 2004, une réglementation imposait aux industries houillères d'être désormais en possession d'un certificat de qualification approuvé par la NDRC⁷⁴ et le gouvernement

⁷⁴ National Development and Reform Commission.

local. La qualification était fonction du capital et de la superficie de stockage de l'entreprise. Les contraintes de qualification furent durcies en juin 2005, puis le gouvernement réduisit considérablement l'examen et l'approbation des entreprises pour les certificats de qualification au commerce du charbon. Ces restrictions sur les branches commerciales du secteur amplifièrent les pénuries de charbon, en faisant monter les prix.

La stagnation des réformes du marché de l'électricité amplifie encore les problèmes causés par les complexités du système de transport et les retours en arrière du marché du charbon. Les réformes inabouties ont en effet permis aux centrales de production d'électricité de rester dans leur grande majorité des entreprises d'État. Or, le comportement des entreprises d'État, prêtes à payer n'importe quel prix pour du charbon, renforce la volatilité du prix de la ressource. Ainsi, selon Chen Yan, les entreprises d'État craignent « plus les pénuries d'électricité que le prix élevé du charbon », les objectifs de production d'énergie constituant encore la principale priorité de ces entités.

Li Runguo et Chen Yan s'accordent sur le fait que le nœud du « problème du charbon chinois » reste l'engorgement des voies de transport. Le système de distribution peut ainsi constituer également un levier d'action significatif pour amorcer le changement. Dans cette idée, Li Runguo propose que les entreprises de production de charbon intègrent chacune une entité de gestion logistique de la production, du transport et de la distribution. Au sein de ces structures et dans les entreprises intermédiaires de transport, l'introduction d'une gestion logistique moderne doit être encouragée : un traitement amélioré des flux commerciaux, d'informations et de capitaux et une prise en compte des systèmes de transport, d'entreposage et de distribution, non seulement améliorerait l'efficacité des

processus et permettrait de réduire les coûts – accroissant ainsi la compétitivité des entreprises –, mais permettrait aussi de placer le service à la clientèle au centre du modèle.

Pour Yan Bi, les réformes doivent être conduites simultanément sur les trois segments de l'industrie « charbon – transport – production d'électricité ». Selon l'auteur, les ajustements futurs doivent inclure :

- l'élargissement des capacités : augmentation des capacités de production de charbon et interdiction aux provinces d'imposer des mesures pouvant limiter ces capacités (taxes locales, etc.) ; renforcement de la capacité d'alimentation électrique ; amélioration du système ferroviaire ;
- la libéralisation du marché : abolition des divisions du marché du charbon (entre contrats étatiques et contrats privés) ; établissement d'un marché unifié de l'électricité nationale ; abolition des objectifs planifiés concernant les capacités de production d'énergie électrique (afin d'encourager davantage l'efficacité énergétique des unités de production) ; déréglementation progressive du secteur de distribution d'électricité et remplacement de la tarification fixée par le gouvernement par le prix du marché ; ouverture et transparence des transports ferroviaires, afin de mettre fin aux comportements rentiers.

Ainsi, le changement, selon les auteurs, sera porté non pas par des ajustements de certains sous-secteurs, mais par plusieurs réformes lourdes conduites sur les trois secteurs du charbon, du transport et de l'électricité, qui apparaissent aujourd'hui en marge de la libéralisation déjà avancée de l'économie chinoise.



8. Une Chine passée maîtresse dans l'évitement de crises militaires ?

MARTINA BASSAN

SOURCE :

- Zhang Tuosheng, « De l'attitude de la Chine vis-à-vis des crises militaires internationales », *Shijie jingji yu zhengzhi - World Economics and Politics*, n° 4, 2011, p. 103-121.

À travers une présentation rigoureuse de toutes les crises militaires internationales auxquelles la RPC a dû faire face depuis son établissement – de la guerre d'Indochine en 1950 jusqu'à l'accident des îles Diaoyu entre Chine et Japon en septembre 2010 –, Zhang Tuosheng⁷⁵ nous montre comment Pékin n'a pas hésité à utiliser la force militaire pour défendre ses intérêts vitaux durant la Guerre froide mais aussi comment la Chine a appris de ces expériences et est désormais mature pour ce qui est de son rapport aux crises militaires. Elle est prête à endosser les responsabilités qui lui incombent au niveau international. Sa vision de la sécurité s'est centrée, ces dernières années,

sur « la confiance mutuelle, les bénéfices réciproques, l'égalité et la coopération ». Elle a appris que la capacité à gérer les crises de manière pragmatique, en limitant à tout prix les tensions – au point parfois de mettre de côté les points de discorde – est la véritable force d'une puissance négociatrice.

Le point de départ est la définition d'une « crise militaire internationale » (国际军事安全危机, *guoji junshi anquan weiji*), à savoir une situation de tension avancée entre deux ou plusieurs États, prélude à un éventuel conflit militaire, voire à une guerre. Les causes de l'instabilité et des tensions entre les acteurs sont généralement liées à des questions de sécurité traditionnelle, comme les conflits entre États pour le contrôle de territoires et le maintien de la souveraineté. Généralement, quand ils font face à ce genre de crises, les États arbitrent entre deux types de réaction : l'« affrontement militaire » (军事对抗, *junshi duikang*) ou la « gestion de crise » (危机管理, *weiji guanli*), c'est-à-dire négocier pour à la fois sauvegarder les intérêts nationaux et endiguer les risques d'escalade et de déclenchement d'un conflit militaire.

Historiquement, la Chine fut confrontée à trois types de crises militaires internationales : les crises déclenchées dans les territoires périphériques ; celles liées aux questions de sécurité maritime ou du continent ; et celles liées à la question de Taïwan. Pendant la Guerre froide, la Chine considérait l'affrontement militaire comme la norme pour répondre aux crises, la gestion de crise n'étant vue que comme secondaire (军事斗争为主, 危机管理为辅, *junshi douzheng weizhu, weiji guanli weifu*). Elle manquait d'expérience en termes de gestion de crise et ne pouvait que rarement envisager cette alternative, du fait de ce que Zhang appelle « des raisons objectives » (可观条件, *keguan tiaojian*). L'auteur se réfère ici au contexte politique chinois des

⁷⁵ Zhang Tuosheng (张浚生) est chercheur et directeur du comité scientifique de la China Foundation for International and Strategic Studies (中国国际战略研究基金会研究员).

années 1960-70 – fondé idéologiquement sur l’opposition à l’impérialisme, et surtout à la structure internationale de l’époque. Les États-Unis, en particulier, sont responsables, selon lui, d’avoir transformé des conflits régionaux en vraies crises internationales par leurs interventions militaires. Selon Zhang, c’était dans la plupart des cas le déploiement de troupes américaines dans des territoires périphériques qui a obligé la Chine à entrer dans un conflit militaire pour sauvegarder sa sécurité nationale et territoriale menacée. Il s’agissait de « conflits défensifs » (自卫反击战, *ziwei fanjizhan*), inévitables aux yeux des responsables chinois. Si le premier affrontement direct entre la Chine et les États-Unis remonte à la guerre de Corée de 1950-1953, c’est toutefois la crise de Taïwan qui en est le meilleur exemple pour Zhang : « Il s’agit d’un sujet de politique intérieure chinoise, mais les États-Unis ayant longtemps pratiqué une politique d’interférence vis-à-vis de Taïwan, cela a donné à la question un caractère international [...]. Et c’est à cause de l’interférence américaine que les crises de Taïwan ont duré si longtemps ». Pékin a ainsi dû attendre jusqu’à la troisième crise de Taïwan, de 1995 à 1996, pour que les États-Unis développent une certaine « sensibilité » (敏感性, *minganxing*) à l’égard de la RPC : jusqu’alors, le manque de connaissance réciproque et les « jugements erronés » (错误判断, *cuowu panduan*) de la part d’une administration américaine qui sous-évaluait les capacités d’intervention de la Chine, rendaient la détente impossible, soutien le chercheur.

« La Chine a désormais un poids plus important dans les négociations, qui lui permet d’obtenir plus de résultats et d’être active dans la résolution d’un nombre croissant de crises, même au-delà de son voisinage. »

D’après lui, pendant toute la durée de la Guerre froide, la Chine s’est montrée pacifique et prête à éviter l’affrontement militaire, mais les interférences répétées d’autres acteurs menaçant ses « intérêts vitaux » (核心利益, *hexin liyi*) et sa sécurité nationale l’auraient obligé à réagir. L’absence d’expérience en termes de gestion des crises limitait toute réaction possible en cas de menace grave à la seule intervention militaire. Toute tentative

de changement de stratégie était d’ailleurs impossible au vue de la situation intérieure chinoise : la Révolution culturelle a en particulier paralysé le fonctionnement du système de prise de décision, qui était d’abord limité à un nombre restreint de personnes et finalement au seul président Mao, une « une situation anormale » (极不正常局面, *ji bu zhengchang jumian*), qui perdura jusqu’à l’arrivée de Deng Xiaoping et de la nouvelle équipe de dirigeants.

Avec la fin de la Guerre froide, les évolutions de la structure internationale et du régime ont amené un changement important dans la conduite chinoise par rapport aux crises, la Chine acquérant graduellement un profil plus internationalisé.

- *Primo*, de nouveaux modèles et logiques de la guerre et des conflits sont apparus : les conflits militaires traditionnels se sont graduellement réduits, alors que les crises de sécurité non traditionnelles se sont multipliées. Parallèlement, les situations de tension déjà existantes entre les États se sont stabilisées, les concernés faisant souvent le choix de règlements pacifiques⁷⁶.

⁷⁶ L’auteur remarque que, sur la question des

- *Deuxio*, les changements au niveau de la configuration stratégique internationale, en particulier des relations entre la Chine et le monde extérieur, ont redessiné la structure des équilibres internationaux : la constitution d'un monde multipolaire (多极化, *duojihua*), la globalisation (全球化, *quanqiuhua*), le développement et l'amélioration des relations économiques, politiques et de sécurité entre des pays auparavant en opposition, l'établissement et le renforcement des mesures de confiance en termes de sécurité militaire, ainsi que la mise en place de mécanismes de négociation et de dialogue multiples, ont contribué à créer un environnement international moins tendu.

- *Tercio*, les priorités du Parti ont changé, Deng Xiaoping et la nouvelle génération de responsables chinois ont abandonné la politique de lutte de classes et de confrontation avec les démocraties capitalistes pour tendre vers une politique extérieure pacifique (和平外交政策, *heping waijiao zhengce*). Les mécanismes de gestion des crises ont été développés, renforcés et améliorés. En Parallèle des groupes qui décident de la politique extérieure nationale⁷⁷ et

des autres départements en charge de la coordination intérieure et de la formulation des programmes de gestion des crises, le processus de coordination politique a été renforcé d'une *second track diplomacy*, constituée d'un système de mise en contact rapide avec les ambassadeurs et envoyés spéciaux. Enfin, les experts en recherche stratégique ont grandement participé à l'élaboration de nouveaux principes de gestion des crises, « aux caractéristiques chinoises » Ils insistent alors sur l'importance de certains concepts de stratégie militaire qui visent des interventions restreintes ou retenues comme « lutter sans détruire » (斗而不破, *dou er bu po*) ou « ne pas être le premier à attaquer » (不打第一枪, *bu da di yi qiang*). Ils incitent aussi au développement de dialogues bilatéraux et de mesures de prévention des crises. Ces principes, « tout en gardant un fort lien avec la tradition et la spécificité chinoise, ont intégré de nouvelles idées tirées de l'expérience d'autres pays, afin de s'aligner graduellement à l'international ».

Depuis 1991, la Chine n'a pas pris part à un seul conflit militaire international. L'affrontement militaire n'est plus l'outil premier de résolution des crises, ce sont désormais les techniques de gestion de crise qui sont privilégiées en vue d'éviter le conflit et de rechercher le « gagnant-gagnant », affirme Zhang. En effet, après la fin de la Guerre froide, les crises directes intervenues entre la Chine et les puissances étrangères – comme l'incident de Mischief

îles Diaoyu notamment, la Chine et le Japon ont choisi la voie de la détente et de la coopération. En se rencontrant formellement pour la première fois à Tokyo en décembre 2010 dans le cadre de la conférence de l'APEC, ils auraient décidé en commun accord de poursuivre « une stratégie gagnant-gagnant et de stabilité sur le long terme, sur la base des intérêts communs des deux parties ».

⁷⁷ Les « équipes de direction du Comité Central sur la sécurité nationale » (中央国家安全领导小组, *zhongyang guojia anquan lingdao xiaozu*) ont été créées en 2000. Elles sont constituées par les membres des départements gouvernementaux et du Comité central. Il s'agit de l'équipe des affaires étrangères (中央外事领导小组, *zhongyang waishi lingdao xiaozu*), de l'équipe de la sécurité nationale (中央国家安全领导小组, *zhongyang guojia anquan lingdao xiaozu*), de l'équipe des affaires concernant

Taiwan (中央对台工作领导小组 *zhongyang duitai gongzuo lingdao xiaozu*) et de la Commission militaire (中央军委 *zhongyang weijun*) du Comité central du PCC.

Reef⁷⁸, la troisième crise du détroit de Taïwan⁷⁹, le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade⁸⁰, l'accident de Hainan⁸¹ entre Chine et États-Unis, la crise de la mer de Chine orientale entre Chine et Japon⁸², celle des îles Diaoyu⁸³ – ont toutes été « contrôlées, ou

⁷⁸ Le Mischief Reef est l'un des territoires des îles Spratly, revendiquées à la fois par la RPC, Taïwan, les Philippines et le Vietnam. En 1995, après que la Chine commença à construire des installations « pour la protection des marins », le gouvernement des Philippines accusa Pékin d'avoir envahi son espace maritime avec des « navires de guerre » et d'avoir construit en réalité des installations militaires. La décision de Manille de ne pas les jeter à bas évita une montée de la dispute et un probable affrontement militaire.

⁷⁹ La troisième crise du détroit de Taïwan commença en 1995 à la suite de la visite de Lee Teng-Hui à l'université Cornell aux États-Unis et de son discours sur la démocratisation à Taïwan. Le gouvernement chinois suspendit d'abord les relations diplomatiques avec les États-Unis, rappelant son ambassadeur, et entama ensuite des manœuvres militaires et des tirs de missiles au large de Taïwan, actions qui furent répétées à l'occasion de l'élection présidentielle à Taïwan, en mars 1996.

⁸⁰ Le 7 mai 1999, lors des raids de l'OTAN sur Belgrade pendant la guerre au Kosovo, cinq bombes américaines frappèrent l'ambassade de la RPC à Belgrade, causant la mort de trois citoyens chinois. Malgré les excuses de Bill Clinton, affirmant qu'il s'agissait d'un accident, le gouvernement chinois accusa Washington d'avoir agi délibérément.

⁸¹ Le 1er avril 2001 un avion espion américain et un chasseur de l'armée de libération chinoise entrèrent en collision à une centaine de kilomètres au Sud-est de l'île de Hainan, causant la mort d'un des aviateurs chinois. L'avion américain fut forcé à un atterrissage d'urgence sur l'île, et son équipage arrêté et interrogé. Ses membres ne furent relâchés qu'après onze jours d'interrogatoires, l'appareil lui-même n'étant rendu que le 3 juillet 2001.

⁸² L'objet du contentieux à l'origine de cette crise qui opposa Chine et Japon en mai 2004 fut l'exploitation de ressources énergétiques dans la mer de Chine orientale. Depuis octobre de la même année, les deux parties ont établi des systèmes de consultation et la crise s'est depuis détendue.

⁸³ L'accident remonte au 7 septembre 2010 avec la

partiellement contrôlées ». En particulier sur la question de Taïwan, qui reste la plus délicate, la Chine, tout en gardant le droit au recours aux armes, aurait cherché à privilégier la voie de la détente, en montrant sa détermination à résoudre pacifiquement le conflit.

L'auteur conclut que, ces dix dernières années en particulier, Pékin a fait preuve d'une grande constance dans sa manière de gérer les crises. La rupture avec la période de Guerre froide a été rendue possible par un renforcement des systèmes concrets de gestion des crises du côté chinois ainsi que par l'enrichissement des principes qui fondent sa pratique. De plus, la position croissante de la Chine dans le système international et la modernisation de son armée renforcent ses capacités de gestion de crise. La Chine a désormais un poids plus important dans les négociations, qui lui permet d'obtenir plus de résultats et d'être active dans la résolution d'un nombre croissant de crises, même au-delà de son voisinage.

La gestion des crises a complètement remplacé l'affrontement militaire direct, ce qui signifie pour Zhang que « la Chine est tout à fait capable de gérer efficacement des crises militaires internationales », et cela au niveau régional, mais aussi mondial. Autrement dit, un engagement chinois de plus en plus actif sur la scène internationale est, pour Zhang, inévitable et nécessaire. La Chine est prête, nous dit l'auteur : elle s'est battue au Conseil de sécurité pour le respect des lois internationales et contre la guerre « préventive » des États-Unis en Irak ; elle a été très active au sein du Conseil de sécurité des Nations-unies durant

collision entre des navires chinois et japonais dans les eaux territoriales japonaises entourant les îles Diaoyu (Senkaku Islands) – contrôlées par le Japon mais revendiquées par la RPC et Taïwan –, et l'arrestation du capitaine chinois et de son équipage. Ceux-ci furent libérés le 24 septembre, après une série de protestations diplomatiques et de manifestations dans toute la Chine.

la crise nucléaire entre Inde et Pakistan, ce qui a permis une reprise en main rapide de la situation ; son rôle dans la gestion de la crise nucléaire en Iran est important et croissant, par sa position d'interlocuteur direct de l'Iran mais aussi dans le cadre des négociations auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des consultations au Conseil de sécurité des Nations-unies et des pourparlers à six. Bref, depuis 1998, la Chine a été très active en tant que « médiateur diplomatique » (外交斡旋, *wajijiao woxuan*), y compris dans le cadre de crises nucléaires à la portée sécuritaire considérable, même si elle ne faisait pas partie des acteurs directement concernés.

Zhang répète à plusieurs reprises que tous les efforts de la Chine ont été dirigés ces dernières années vers la résolution des conflits d'intérêt : Pékin a compris qu'il fallait « attribuer plus d'importance à la recherche du compromis et faire des concessions, pour favoriser le gagnant-gagnant et éviter des pertes pour les deux parties ». Si ces nouvelles orientations politiques insistent sur le respect de la loi internationale et de la Charte des Nation-unies – et donc sur l'idée que toute intervention militaire contre un autre État doit d'abord obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité –, la légitime défense reste l'exception, justifiant ainsi une intervention militaire dans le cas d'une interférence extérieure dans les affaires nationales. C'est finalement une attitude pragmatique et souple que préconise Zhang, soulignant la capacité à éluder les points de tensions principaux, car « dans la plupart des cas, celui qui parvient à gérer une crise militaire n'est pas celui qui cherche à tout prix à trouver une solution au conflit d'intérêt, mais celui qui arrive à éviter que le pire scénario ne se réalise ».



9. La stratégie de l'intégration sélective au système international

FRANÇOIS GODEMENT

SOURCE :

- Zhao Zhangfeng⁸⁴ et Zuo Xiangyun⁸⁵, « Le développement intégré : les chemins choisis par la Chine dans la participation au système international » *Xiandai guoji guanxi*, n° 4, avril 2011.

Deux chercheurs de l'école normale du Hubei donnent une vision de la place de la Chine dans le système international à la fois moderniste dans la forme, même parfois inspirée du vocabulaire de l'industrie informatique, et pourtant largement dérivée du réalisme stratégique le plus classique dans le fond. Leur principal effort consiste à associer la réalité de l'intégration et de l'interdépendance économique avec la maîtrise du jeu stratégique – qui passerait ainsi du centre occidental à l'ancienne périphérie chinoise. Éclectiques, nos auteurs jonglent avec la théorie des relations internationales,

⁸⁴ Zhao Zhangfeng est professeur adjoint au centre de science politique de l'université Huazhong shifan-Central China Normal University, Wuhan.

⁸⁵ Zuo Xiangyun est assistant de recherche au centre de science politique de l'université Huazhong shifan-Central China Normal University, Wuhan.

pratiquent un culturalisme stratégique dont ils se défendent pourtant, sans oublier une solide dose de nationalisme impérialiste.

Ils partent d'une énumération des événements qui ont marqué la « montée de la Chine » – de la crise financière internationale de 2008 aux Jeux asiatiques de 2010, sans oublier les Jeux olympiques, l'Exposition universelle et même le défilé national du 1^{er} octobre 2010. S'abritant derrière la définition qu'ils disent « occidentale » d'un glissement de pouvoir, ils concluent que ce transfert de pouvoir vers la Chine, qui « a commencé à prendre en main le pouvoir mondial », suscite l'inquiétude et l'envie de l'Occident.

Sous la contrainte des États-Unis ou à l'instigation de certains, voire même de leur propre chef, les pays voisins de la Chine s'inquiètent de ce que sera la voie future du développement chinois. Pour désamorcer ces inquiétudes, les auteurs suggèrent de s'inspirer des précédents historiques suivis par de grandes puissances émergentes, ainsi que de l'histoire de la Chine elle-même, pour définir un sentier de développement intégré (嵌入式的途径, *qianrushu de lujing*).

Tous les cas d'émergence d'une nouvelle grande puissance se sont situés jusqu'ici dans ou par rapport au centre occidental du monde. Les nouveaux arrivés ont eu trois choix : celui du défi et de la lutte, bien représenté par l'ascension de l'Angleterre et des Pays-Bas face au royaume espagnol au XVII^e siècle, par le défi allemand à l'hégémonie britannique dans la Première Guerre mondiale, renouvelé contre le système de Versailles, augmenté du défi japonais au système de Washington dans la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup d'Occidentaux pensent que la Chine est sur cette voie, et emploient donc des ruses pour contenir le développement de la Chine (采取多种手段来遏制中国的发展, *caiqi duozhong shouduan lai ezhi Zhongguo de fazhan*).

Le second choix est celui d'infiltrer le système par osmose (渗透式, *shentoushi*), en passant lentement d'une position marginale à une position centrale. L'ascension des États-Unis est un processus qui s'est étalé sur plus de cent ans, de la doctrine Monroe de 1823 à la guerre avec l'Espagne et la suprématie coloniale, l'entrée en Orient avec la politique de la Porte ouverte, puis la suprématie économique issue de la Seconde Guerre mondiale, la doctrine Dulles et l'Otan. Ce processus n'est pas brutal, mais graduel et modéré, avec plus de coopération que de friction avec les anciennes puissances hégémoniques, jusqu'à leur effondrement final.

Le troisième choix est celui de la confrontation. Il a été illustré par la rivalité américano-soviétique, chacun voulant absorber l'autre au lieu de pratiquer la coexistence pacifique entre systèmes sociaux différents. Dans cette lutte, le système capitaliste s'estime le plus légitime, et la lutte – directe ou via des intermédiaires – a été longue et impitoyable. Au final, le socialisme s'est trouvé marginalisé, et l'Amérique a préservé son hégémonie.

Sans exception aucune, les changements hégémoniques par rapport aux puissances occidentales se sont fait par la lutte – et c'est ce qui motive le discours occidental sur la « menace chinoise ». Tout dépend pourtant de savoir si la Chine suit l'exemple historique des puissances montantes qui l'ont précédée, ou si elle adopte une voie « sage, civilisée et de long terme ». Certes, le néoréalisme enseigne que l'ascension économique est suivie d'une ascension politique, puis militaire. Mais ce raisonnement porte sur le système international et sa structure, et ne tient pas compte de chaque pays, de sa culture, son histoire et son idéologie. Cette théorie part de la compétition dans une situation d'anarchie internationale mais néglige la mondialisation, l'intégration, l'interdépendance et la pratique du « gagnant-gagnant » (*win-win* ou 双赢),

shuangying). Cette théorie n'est pas neutre sur les valeurs, et est en fait organisée pour préserver la suprématie américaine et occidentale.

La Chine ne peut choisir de défier le système international, en raison de son attachement à la paix et de l'absence de toute tradition d'expansion par l'agression. Elle veut s'intégrer et coopérer avec le système international, non le renverser. Certes, il existe en Chine des visées de réforme de ce système, des partisans de la défense du pays, mais ceux-ci ne s'opposent qu'aux visées hégémonistes.

À côté des néoréalistes, les néo-institutionnalistes et l'école transactionnelle visent à réduire les incertitudes et à développer la coopération. Mais leur théorie est un sous-produit de l'hégémonie, la majorité des pays dirigeant le système occidental rejetant la Chine. Car le noyau dur de la supériorité occidentale, c'est le containment de la Chine au moyen de l'Otan et de l'embargo sur les armes.

La réponse chinoise passe par la reconnaissance de la diversité. Les cinq principes de la coexistence pacifique et ceux du non-alignement en ont donné l'exemple. Lors du conflit sino-soviétique, la Chine n'a créé ni alliance, ni divisions artificielles ; elle n'a pas formé de bloc militaire et n'a pas identifié de cibles. Ses dix ans de pourparlers pour entrer à l'OMC et dans d'autres organisations internationales prouvent sa volonté d'intégration, tandis que les pays occidentaux s'efforcent de « démoniser » (妖魔化, *yaomohua*) la Chine.

Hélas, le choix des pays occidentaux de s'opposer sans relâche interdit à Pékin de suivre la voie de l'infiltration par osmose du système international. Il n'existe aucun

précédent historique à la voie d'intégration à la chinoise.

Reste une quatrième voie : celle du « développement intégré ». Le terme vient de l'industrie informatique, de ses circuits intégrés et de ses systèmes de contrôle, conçus pour pallier les pertes d'alimentation, assurer la fiabilité et réduire les coûts. Il s'agit aussi d'une insertion de la périphérie vers le centre, dans un système international qui reste asymétrique. Il faut jouer sur les défauts, failles et contradictions du centre riche, s'insérer avec patience, réformer à partir de la périphérie, puis imposer ces réformes au centre par la ruse.

« La périphérie doit faire pression sur le centre et s'y glisser. Elle doit coopérer avec les "mécontents du centre" ».

Ce développement intégré doit satisfaire cinq conditions : il faut élever le niveau de développement politique, économique et culturel dans la périphérie ; tandis que le centre

rejette la périphérie ou lui assigne un statut de seconde classe, la périphérie doit aspirer à dépasser le centre. Celle-ci doit avoir un noyau fort qui organise coopération ou alliance (合作或结盟, *hezuo huo jiemeng*). Elle doit faire pression sur le centre et s'y glisser comme membre. La périphérie doit, enfin, coopérer avec les « mécontents du centre ».

Le développement intégré préserve des particularités éclatantes. C'est d'abord le pouvoir d'accepter ou de refuser. Il permet la participation d'ensemble ou sélective, avec des réserves ou constructive. Ainsi, se coagulera une force faisant pression sur l'ancien centre. C'est ensuite, sur le modèle de l'industrie informatique, de son adaptabilité et du « juste à temps », la réduction des coûts de développement et l'absorption des normes du centre. C'est, enfin, la capacité de renforcer la stabilité et les gains mutuels au sein de la périphérie : celle-ci aspire à cette stabilité et

à la tranquillité, au développement durable. Ainsi pourra-t-on imposer au centre des compromis.

Compte tenu de grandes inégalités de population, de territoire et du système social, des choix sont à faire. Dans les domaines où la périphérie chinoise a le dessous, il faut intégrer le centre et ses États dominants ou accepter leur domination. L'expérience asiatique du système tributaire chinois peut servir de modèle : face à un fort, il ne faut pas se laisser assimiler mais devenir un égal, avant de prospérer pour finalement remplacer le vieux centre.

Les auteurs récusent pourtant l'hypothèse d'un choix du développement intégré qui résulterait seulement d'une théorie chinoise des relations internationales : leur voie « procède du matérialisme et de la dialectique historique », d'une analyse méthodique et de la théorie des systèmes. Il repose sur des hypothèses théoriques :

- un système international où les pays riches au centre sont peu nombreux, et où la « grande Chine » est à la périphérie, comme pays en voie de développement elle jouera de ses faiblesses pour entrer dans le centre ! ;
- un système où les bénéficiaires maintiennent porte close à la Chine, même si celle-ci a aussi bénéficié de l'intégration économique. Le modèle chinois est allé à contre-courant du modèle de Washington. Les bénéfices que l'Occident a tiré du développement de la Chine – une forme de colonisation déguisée – sont ainsi menacés ;
- la renaissance et les capacités « infinies » du peuple chinois. Confronté à l'Occident depuis les guerres de l'opium, il lui a manqué l'organisation, des Qing à la clique du Nord et au Kuomintang. Seul le Parti communiste lui a donné cette capacité.

Enfin, nos auteurs examinent les conditions favorables pour intégrer le centre. Celles-ci ont existé quand la France s'est affaiblie, ce qui a conduit de Gaule à reconnaître la Chine. Cela a permis à la France d'améliorer sa position dans le tiers monde et de restaurer son statut de grande puissance, tandis que la Chine saisissait l'occasion de rompre l'isolement et d'entrer dans le système international.

Et ils se tournent vers l'expérience historique de la Chine, qui a pratiqué par réalisme le « développement intégré ». Elle aussi a eu un système de relations asymétriques avec les minorités à sa périphérie. Forte mais non expansionniste, elle a été admirée par ces minorités, qui sont volontairement entrées dans le creuset de la culture chinoise. L'analogie fonctionne aussi pour les relations de la Chine avec l'Asie du Sud-est, qui l'a considérée comme centre. En Chine même, sous les États combattants de la période des Printemps et des Automnes, beaucoup de royaumes considérés d'abord comme barbares par les Zhou de l'Ouest ont multiplié les réformes légales, se sont intégrés au développement des royaumes centraux et ont fini par être acceptés comme faisant partie du centre par les Zhou et leurs homologues, entrant dans la culture chinoise principale. Sous les dynasties du Sud et du Nord, les Wei du Nord ont ainsi choisi de se fondre dans le *melting pot* chinois. Sous les Tang et les Song, les minorités périphériques et les autorités des pays d'Asie du Sud-est ont étudié la culture et sont entrés dans le cercle chinois.

C'est ainsi que, avant l'intrusion occidentale, l'Asie était la région la plus prospère et la plus stable au monde. Bien que la Chine possède alors également l'armée et la marine la plus forte au monde, elle n'était pas expansionniste. Dans les conditions de globalisation et de démocratisation des relations internationales d'aujourd'hui, elle ne recherche pas plus l'expansion.

Les pays occidentaux passeront de l'exclusion à la reconnaissance du fait que le système international est incomplet sans participation chinoise, tandis que la Chine cherche par l'intégration à protéger ses bénéficiaires et ceux des autres pays en voie de développement. Son intégration reste toutefois relative, limitée, conditionnelle, selon ses intérêts.

Après avoir réinterprété l'histoire du demi-siècle écoulé selon cette théorie, les auteurs estiment que, depuis la crise de 2008, la Chine a « choisi de traverser la rivière dans le même bateau » que les pays en développement. Elle a refusé le « soi-disant G2 », n'est pas très favorable au G8, et compte sur le G20 et les émergents pour mettre une pression générale sur les pays développés. La conférence de Copenhague en a été une étape, tout comme la politique de résolution pacifique du problème nord-coréen. La Chine s'identifie ainsi aux intérêts pacifiques de la majorité des pays en voie de développement, même si ce ne sont pas des pays socialistes.

Le développement intégré sera un long processus, mais le développement des économies émergentes sera plus soutenable que celui des économies occidentales. Si les Occidentaux veulent maintenir l'inégalité avec la Chine, c'est pour conserver la hiérarchie du système international. Or, l'évolution de l'économie chinoise et des émergents a permis de limiter la crise et est favorable à tous, même aux pays du centre et du vieil ordre international.

DÉCALAGE

10. Hu Jintao se transforme-t-il en Hu Yaobang sur le tard ?

ROZINISA

SOURCE :

- Hu Jintao, « Discours de Hu Jintao à la réception célébrant les 90 ans du Parti communiste chinois », *Xinhua wang*, 1^{er} juillet 2011.

Le discours tenu par Hu Jintao à l'assemblée générale organisée en l'honneur du 90^e anniversaire de la fondation du PCC tranche avec ses discours antérieurs ou ceux de ses prédécesseurs. Pour la première fois depuis la période de réforme et d'ouverture, le PCC se regarde de façon réaliste, et met le doigt sur ses problèmes internes, sans nier leur gravité. Hu Jintao note ainsi les « quatre dangers » majeurs auxquels doit maintenant faire face le Parti : la perte de vitalité (精神懈怠, *jingshen xuedai*), le manque de compétence (能力不足, *nengli buzú*), l'aliénation du peuple (脱离群众, *tuoli qunzhong*) et la corruption (消极腐败, *xiaoji fubai*). Le plus frappant est la longue critique de la corruption des cadres et le fait qu'ont été abordées des questions de réforme politique et de construction du système démocratique.

C'est en comparaison avec les discours passés qu'apparaît l'originalité du propos de Hu Jintao. Jiang Zemin, dans son discours célébrant le 80^e anniversaire de la fondation du PCC, n'abordait la question de la corruption que par des formules creuses et expéditives : « Le Parti ne doit abriter en son sein aucun élément corrompu⁸⁶ ». Or, le problème n'a fait que s'accroître lors des vingt dernières années. À l'opposé, Hu Jintao s'est montré plus percutant que Jiang sur le sujet auquel il a consacré la majeure partie de son intervention. Pour Hu, « la croissance du Parti au cours des quatre-vingt-dix dernières années montre qu'attaquer sévèrement et prévenir efficacement la corruption est crucial pour obtenir le soutien de la population et assurer la survie du Parti ». Hu présente ainsi un Parti « conscient de la gravité et du danger que présente la corruption », dont le développement a été facilité par le développement rapide de l'économie chinoise et les lacunes en termes de gestion des cadres. Ainsi, « si elle n'est pas efficacement freinée, la corruption coûtera au Parti la confiance et le soutien du peuple ».

Le site internet de communication du PCC (www.people.com.cn) se faisait alors le reflet de cette tendance. Il remettait à la une des renvois à des documents historiques concernant les premières exécutions pour corruption de cadres importants du Parti, celles de Liu Qingshan, et Zhang Zishan en 1952⁸⁷.

⁸⁶ Jiang Zemin, « Discours de Jiang Zemin à la réception célébrant les 80 ans du Parti communiste chinois », *Xinhua wang*, 1^{er} juillet 2001.

⁸⁷ « Détails sur les exécutions de Liu Qingshan et Zhang Zishan ordonnées par Mao Zedong en

Reste à voir si le Parti communiste chinois sera, au cours des prochaines années, véritablement en mesure de se consacrer pleinement à la lutte anticorruption. La politique d'ouverture doit alors être renforcée de pair avec la rationalisation du pouvoir du Parti. La question épineuse, du point de vue du pouvoir central, restant l'amélioration et le maintien du niveau de compétences des cadres du Parti. Du fait d'un déficit de compétences au sein du Parti, de nombreux cadres ne parviennent plus à s'adapter aux nouvelles exigences de la gouvernance, résultat de la période de réforme et d'ouverture. Des ajustements majeurs de la politique de recrutement du Parti sont ainsi nécessaires.

Hu Jintao est aussi revenu, dans son discours, sur la question de la réforme politique et des limites du système actuel : « Nous devons également reconnaître que le développement d'un système juridique socialiste démocratique n'a pas totalement

répondu à la nécessité d'élargir la démocratie populaire et de promouvoir le développement économique et social. Certaines spécificités institutionnelles du système démocratique socialiste sont inadéquates, et il y a encore de la place pour des améliorations en termes de sauvegarde des droits démocratiques du peuple, en particulier en donnant libre court à sa créativité. » Il est à noter qu'en septembre 1982, lors du 12^e congrès du PCC, le même type de point de vue avait été exprimé par Hu Yaobang, à l'époque secrétaire général du PCC. Celui-ci appelait alors à « faire de la Chine un pays socialiste avec un niveau élevé de culture et de démocratie »⁸⁸.

novembre 1951 », *Zhongguo gongchandang xinwen wang*, publié d'abord en août 2009.

⁸⁸ Hu Yaobang, « Discours du camarade Hu Yaobang

« Pour la première fois depuis la période de réforme et d'ouverture, le PCC se regarde de façon réaliste, et met le doigt sur ses problèmes internes, sans nier leur gravité. »

Cette direction donnée à l'époque par Hu Yaobang, avait pour particularité de ne pas mettre uniquement l'accent sur la modernisation économique et militaire du pays mais aussi sur la construction d'une « culture spirituelle socialiste » passant par une amélioration du système politique et judiciaire ainsi que par une amélioration des mœurs de la société chinoise, tout cela menant à une « modification de la forme du Parti ». Un discours particulièrement réformateur à l'époque et qui le serait encore aujourd'hui. Hu Yaobang fut par ailleurs forcé de démissionner par une procédure expéditive contraire à la constitution du Parti, pour ne pas s'être opposé aux manifestations estudiantines de la fin 1986 et avoir remis en cause le pouvoir de Deng Xiaoping. Après la réhabilitation officielle de Hu Yaobang par Hu Jintao, lors du 90^e anniversaire de sa naissance, en 2005, l'éditeur public Renmin Press vient de publier une biographie de Hu Yaobang écrite par son fils aîné, Hu Deping, actuellement directeur adjoint du département central du Front uni.

« Les idées démocratiques sont moins reconnues en interne qu'il y a 30 ans et les réformistes sont bien loin de leur période de gloire. »

Dans la foulée du 90^e anniversaire du PCC, se sont réunis le 27 août 2011 une centaine de cadres ou intellectuels réformistes qui ont salué le discours de Hu Jintao et développé la discussion sur la réforme politique. Les débats étaient co-organisés par : *Hu Yaobang yanjiu wang* – Le Réseau de recherche Hu Yaobang, le magazine *Zhongguo jingji tizhi gaige* – Réforme du système économique chinois et le *Nanfang zhoumo*⁹⁰. Il s'agissait de célébrer le 30^e anniversaire de la « Résolution sur les problèmes historiques liées au Parti depuis la création de la République populaire de Chine »

à la réception célébrant les 60 ans du parti communiste chinois », *Gongshi wang*, 1^{er} juillet 1981.

⁸⁹ D'après les brèves de <http://express.banzhu.net>.

(关于建国以来党的若干历史问题的决议, *guanyu jianguo yilai dang de ruogan lishi wenti de jueyi*). Publié en 1981, ce texte important revenait sur l'époque maoïste, la pensée de Mao Zedong ainsi que ses contributions personnelles et erreurs. En célébrant les trente ans de cette déclaration, les participants ont rappelé qu'une compréhension critique de la Révolution culturelle et des apports de Mao Zedong est cruciale pour la politique chinoise actuelle. Ont pris part à cette réunion des dirigeants de haut niveau tels Hu Deping, directeur adjoint du département central du Front uni, Wang Changjiang, directeur du département de recherche sur la construction du Parti de l'École centrale du Parti, Jiang Ping, ancien directeur l'université des sciences politiques de Chine, Zhang Weiyang, l'ancien doyen de l'école de management de l'université de Pékin (Guanghua), ainsi qu'un certain nombre de rédacteurs en chef de médias officiels.

Bien qu'aucun compte rendu n'ait été publié par les institutions pilotes de l'événement, des bribes de contenu ont été diffusées par les participants et publiées dans de nombreux blogs⁹⁰. On y perçoit une déception des intervenants quant aux avancées de la réforme politique en Chine et, surtout, en comparaison de la situation d'il y a trente ans. Les idées démocratiques sont pour eux moins reconnues en interne qu'à l'époque et les réformistes sont bien loin de leur période de gloire. Le contrôle strict des médias ne facilite d'ailleurs pas l'expression de propos novateurs, comme le montre la faible couverture médiatique du discours de Wen Jiabao sur la réforme et la promotion de la démocratie à Shenzhen en août 2010.

⁹⁰ <http://xinlijian.blog.ifeng.com>, consulté le 1^{er} septembre 2011.

On peut toutefois penser que Hu Jintao, avec son discours d'août 2011, a ouvert la voie au débat sur les questions de réformes politiques ; et le seul fait de pouvoir organiser librement ce type de forum, avec des personnalités de premier rang, montre que la marge de manœuvre n'est pas nulle. Des internautes ont ainsi relevé dans leur blog que, pour la première fois, le secrétaire général du PCC a mis en lumière un sentiment de crise au sein du Parti.

财经, *Caijing*. Revue économique bimensuelle basée à Pékin, *Caijing* adopte des positions libérales sur les grandes questions d'actualité économique et financière.

财经国家周刊, *Caijing guojia zhoukan*. Hebdomadaire économique de l'agence de presse étatique Xinhua. Il a été créé en 2009.

合作经济与科技, *Hezuo jingji yu keji - Cooperative Economy & Science*. Bimensuel économique publié par le siège des coopératives d'approvisionnement et de commercialisation de la province du Hebei depuis 1985.

開放雜誌, *Kaifang Zazhi - Open Magazine*. Mensuel hongkongais fondé en 1987 qui se focalise sur les évolutions politiques chinoises, hongkongaises et taiwanaises. il est très engagé pour la liberté de la presse, l'ouverture politique et la démocratisation de la Chine.

世界经济与政治, *Shijie jingji yu zhengzhi*. Revue universitaire mensuelle de l'institut sur l'économie et la politique mondiales de l'académie chinoise des sciences sociales, elle propose des articles sur les relations internationales et les affaires politiques dans le monde.

现代国际关系, *Xiandai guoji guanxi*. Revue académique mensuelle du Chinese Institute for Contemporary International Relations (CICIR), consacrée aux affaires stratégiques et internationales.

新世纪, *Xin shiji*. Hebdomadaire de Hu Shuli, l'ex-rédactrice en chef de la revue *Caijing*. En janvier 2010, celle-ci s'associe avec le Centre de recherche sur la réforme et le développement de l'île de Hainan pour

reprendre sa publication *Xin shiji* et poursuivre la tradition de libéralisme, d'analyses et d'enquêtes approfondies de *Caijing*.

新华网, *Xinhua wang*. Site internet de l'agence de presse officielle Chine Nouvelle, qui publie parfois des analyses et des éditoriaux.

爭鳴, *Zhengming*. Mensuel de Hong-kong, au ton irrévérencieux, véritable boîte à rumeur sur Zhongnanhai, *Zhengming* reste une référence pour suivre la politique intérieure chinoise.

证券日报, *Zhengquan ribao*. Quotidien économique orienté vers les questions boursières fondé en 2000. Il est utilisé par les commissions nationales de régulation des titres de marché, des banques et des assurances, pour faire passer des informations.

中共中央党校学报, *Zhonggong zhongyang dangxiao xuebao*. Bimensuel en sciences sociales de l'école centrale du PCC.

中国改革, *Zhongguo gaige*. Mensuel appartenant au groupe de presse Caixin Media dirigé par Hu Shuli. Mélangeant des articles de journalistes et d'académiques, il est spécialisé sur les questions de réformes politiques et économiques.

中国国情国力, *Zhongguo guoqing guoli*. Publication du bureau national des statistiques.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

RÉDACTION :

Rédacteur en chef : Jérôme Doyon

Auteurs : Martina Bassan, Jean-Pierre Cabestan, Yang Chan, Gong Cheng, Jérôme Doyon, François Godement, Romain Lafarguette, Rozinisa, Marie-Hélène Schwoob, Charlotte Juan Wu.

FABRICATION et DÉVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction (maquette) : Rozenn Jouannigot

Secrétaire de rédaction (relecture) : Olivier Bosc

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 96 €

commande par n° (TTC) : France 21 € - Reste du monde 22 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005) : www.centreasia.eu